



Rapport de gestion
Pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 août 2022
Faits saillants

- Le BAIIA ajusté normalisé¹⁾ s'élève à 50,6 millions de dollars pour le trimestre, comparativement à 49,7 millions de dollars au 3^e trimestre 2021.
- Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation s'élèvent à 36,8 millions de dollars pour le trimestre.
- Les flux de trésorerie disponibles par action diluée²⁾ ont atteint 1,45 \$.
- Le chiffre d'affaires réseau³⁾ s'établit à 1,1 milliard de dollars au 3^e trimestre 2022 et dépasse 4,0 milliards de dollars au cours des douze derniers mois.
- Le bénéfice net attribuable aux propriétaires s'établit à 22,4 millions de dollars ou 0,92 \$ par action diluée pour le trimestre, comparativement à 24,3 millions de dollars ou 0,98 \$ par action diluée au 3^e trimestre 2021.
- La dette à long terme a été remboursée à hauteur de 34,2 millions de dollars pendant le trimestre.
- Dividende trimestriel de 0,21 \$ par action payé le 15 août 2022.
- Acquisition de BBQ Holdings, Inc. le 27 septembre 2022 pour une contrepartie totale en espèces de 284,2 millions de dollars (207,1 millions de dollars américains).

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « *Définition d'indicateurs hors PCGR* » de la section Information complémentaire.

²⁾ Une définition figure à la rubrique « *Définition de ratios hors PCGR* » de la section Information complémentaire.

³⁾ Une définition figure à la rubrique « *Définition d'indicateurs financiers supplémentaires* » de la section Information complémentaire.



Rapport de gestion Pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 août 2022

Généralités

Le présent rapport de la direction sur la situation financière et les résultats d'exploitation (le « rapport de gestion ») de Groupe d'Alimentation MTY inc. (« MTY ») fournit de l'information additionnelle et il devrait être lu de pair avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 août 2022 ainsi que les états financiers consolidés audités et les notes afférentes pour l'exercice clos le 30 novembre 2021.

Dans ce rapport de gestion, « Groupe d'alimentation MTY inc. », « MTY » ou « la Société » désignent, selon le cas, Groupe d'alimentation MTY inc. et ses filiales, Groupe d'alimentation MTY inc. ou l'une de ses filiales.

Les informations et données présentées dans ce rapport de gestion ont été préparées conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et aux interprétations actuellement publiées et adoptées qui s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} décembre 2021.

Le présent rapport de gestion est arrêté au 6 octobre 2022. De l'information supplémentaire sur MTY, de même que ses plus récents rapports annuels et trimestriels ainsi que des communiqués de presse sont disponibles sur le site Web de SEDAR, www.sedar.com.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS ET UTILISATION D'ESTIMATIONS

Le présent rapport de gestion et notamment, sans s'y restreindre, ses rubriques intitulées « Aperçu à court terme », « Chiffre d'affaires d'établissements comparables » et « Passifs éventuels », renferment des énoncés prospectifs. Ces énoncés prospectifs comportent, entre autres, des déclarations relatives à certains aspects des perspectives d'affaires de la Société au cours de l'exercice 2022. Ils comprennent également d'autres assertions qui ne renvoient pas à des faits historiques distinctement vérifiables. Un énoncé prospectif est formulé lorsque ce qui est connu ou prévu aujourd'hui est utilisé pour faire un commentaire à propos de l'avenir. Les énoncés prospectifs peuvent renfermer des mots tels but, hypothèse, conseil, intention, objectif, aperçu, stratégie et cible, ou des verbes comme anticiper, croire, estimer, s'attendre à, planifier, projeter, rechercher, s'efforcer, cibler, viser, pouvoir ou devoir, employés notamment au conditionnel ou au futur. Tous ces énoncés prospectifs sont formulés en vertu des dispositions d'exonération prévues par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables.

À moins d'indication à l'effet contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion décrivent les prévisions de la Société au 6 octobre 2022 et, par conséquent, sont sujets à changement après cette date. La Société ne s'engage d'aucune façon à actualiser ou à réviser un énoncé prospectif, que ce soit à la suite d'une information nouvelle, d'événements futurs ou autrement, si ce n'est en vertu des exigences des lois sur les valeurs mobilières canadiennes.

En raison de leur nature même, les énoncés prospectifs sont soumis à des incertitudes et risques intrinsèques. Ils sont fondés sur plusieurs hypothèses qui soulèvent la possibilité que les résultats ou événements réels diffèrent substantiellement des attentes implicites ou explicites qu'ils expriment ou que les perspectives d'affaires, les objectifs, les plans et les priorités stratégiques ne se réalisent pas. En conséquence, la Société ne peut garantir qu'un énoncé prospectif se concrétisera et le lecteur est avisé de ne pas accorder une confiance indue à ces énoncés prospectifs. Dans ce rapport de gestion, les énoncés prospectifs sont formulés afin d'informer sur les priorités stratégiques actuelles, les attentes et les plans de la direction. Ils visent à permettre aux investisseurs et à d'autres de mieux comprendre les perspectives d'affaires et le milieu d'exploitation. Le lecteur est avisé, cependant, que cette information peut être inappropriée lorsqu'utilisée à d'autres fins. De plus, les incidences de la COVID-19 sur les flux de trésorerie d'exploitation et la situation financière du secteur dans lequel la Société évolue et sur la Société elle-même ne cessent de se modifier;

tout énoncé prospectif des présentes à cet égard est donc sujet à changement et les conséquences réelles peuvent s'écarter considérablement des attentes évoquées.

Les énoncés prospectifs formulés dans ce rapport de gestion sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses qui sont considérées comme raisonnables au 6 octobre 2022. Veuillez vous reporter, en particulier, à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » pour une description de certaines des hypothèses clés économiques, commerciales et opérationnelles que la Société a utilisées dans la rédaction des énoncés prospectifs qui figurent dans ce rapport de gestion. Si ces hypothèses se révèlent inexactes, les résultats réels peuvent s'écarter de façon importante des prévisions.

Lorsqu'elle dresse les états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément aux IFRS et prépare le rapport de gestion, la direction doit exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables, formuler des hypothèses et utiliser des estimations qui ont une incidence sur les soldes présentés à titre d'actifs, de passifs, de produits et de charges et sur les renseignements fournis quant aux passifs éventuels et quant aux actifs éventuels.

À moins d'indications contraires aux présentes, les priorités stratégiques, les perspectives d'affaires et les hypothèses décrites dans le rapport de gestion antérieur demeurent essentiellement les mêmes.

Des facteurs de risque importants pourraient faire en sorte que les résultats ou événements réels s'écartent substantiellement de ceux exprimés ou suggérés par les énoncés prospectifs susmentionnés et par d'autres énoncés prospectifs contenus ailleurs dans ce rapport de gestion. Ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, l'intensité des activités concurrentielles et leur incidence sur la capacité d'attirer la clientèle; la capacité de la Société d'obtenir des emplacements avantageux et de renouveler les baux actuels à des taux acceptables; l'arrivée de concepts étrangers; la capacité d'attirer de nouveaux franchisés; les changements touchant aux goûts de la clientèle, aux tendances démographiques, à l'attrait des concepts, aux profils d'achalandage ainsi qu'aux coûts et taux d'occupation des centres commerciaux et tours de bureaux; la conjoncture économique et financière générale; les niveaux de confiance et de dépenses du consommateur; la demande et les prix des produits; la durée et les conséquences de la pandémie de COVID-19 ainsi que ses retombées macro-économiques; la capacité de mettre en œuvre des stratégies et des plans de manière à générer les profits attendus; les situations affectant la capacité de tiers fournisseurs de procurer des produits et services essentiels; la disponibilité et le coût de la main-d'œuvre; la volatilité des marchés de valeurs; la volatilité des taux de change ou des taux d'emprunts; les maladies d'origine alimentaire; les contraintes opérationnelles, les décrets gouvernementaux ainsi que l'occurrence d'épidémies, d'autres pandémies et risques pour la santé.

Les facteurs de risque ci-dessus et d'autres qui pourraient donner lieu à des résultats ou événements essentiellement différents des attentes explicites ou implicites formulées dans les énoncés prospectifs sont commentés dans le présent rapport de gestion.

Le lecteur est avisé que les risques décrits ci-dessus ne sont pas les seuls susceptibles d'affecter la Société. Des incertitudes et risques additionnels qui sont inconnus pour l'instant ou qui sont actuellement jugés négligeables peuvent aussi avoir un effet préjudiciable sur son entreprise, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

À moins d'indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne rendent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments spéciaux, ou de quelque disposition, monétisation, fusion, acquisition, autre regroupement d'entreprises ou autres opérations qui peuvent être annoncés ou peuvent survenir après le 6 octobre 2022. L'impact financier de telles opérations et d'éléments non récurrents ou spéciaux peut être complexe et dépend des particularités de chaque cas. La Société ne peut donc en décrire les conséquences prévues de façon concrète ou de la même façon que les risques connus ayant une incidence sur son entreprise.

ENTREPRISE PRINCIPALE

MTY franchise et exploite des établissements de restauration minute, à service rapide et à service complet. La Société vise à devenir le franchiseur de choix en Amérique du Nord et offre au marché des menus diversifiés à travers ses nombreuses marques. MTY exploite actuellement les enseignes suivantes : Tiki-Ming, Sukiyaki, La Crémère, Panini Pizza Pasta, Villa Madina, Cultures, Thai Express, Vanelli's, Kim Chi, « TCBY », Sushi Shop, Koya Japan, Vie & Nam, Tandori, O'Burger, Tutti Frutti, TacoTime, Country Style, Buns Master, Valentine, Jugo Juice, Mr. Sub, Koryo Korean Barbeque, Mr. Souvlaki, Sushi Go, Mucho Burrito, Extreme Pita, PurBlendz, ThaiZone, Madisons New York Grill & Bar, Café Dépôt, Muffin Plus, Sushi-Man, Van Houtte, Manchu Wok, Wasabi Grill & Noodle, Tosto, Big Smoke Burger, Cold Stone Creamery, Blimpie, Surf City Squeeze, The Great Steak & Potato Company, NrGize Lifestyle Café, Samurai Sam's Teriyaki Grill, Frullati Café & Bakery, Rollerz, Johnnie's New York Pizzeria, Ranch One, America's Taco Shop, Tasti D-Lite, Planet Smoothie, Maui Wowi, Pinkberry, Baja Fresh Mexican Grill, La Salsa Fresh Mexican Grill, La Diperie, Steak Frites St-Paul, Giorgio Ristorante, The Works Gourmet Burger Bistro, Dagwoods Sandwiches et Salades, The Counter Custom Burgers, Built Custom Burgers, Bâton Rouge, Pizza Delight, Scores, Toujours Mikes, Ben & Florentine, Grabbagreen, Timothy's World Coffee, Mmmuffins, SweetFrog, Casa Grecque, South Street Burger, Papa Murphy's, Yuzu Sushi, Allô! Mon Coco, La Boîte verte, Turtle Jack's Muskoka Grill, COOP Wicked Chicken et Kûto Comptoir à Tartares.

Au 31 août 2022, MTY comptait 6 606 établissements en activité; 6 516 étaient exploités en vertu d'une franchise ou d'un contrat de gérance et 90 étaient exploités par MTY (les « établissements appartenant à la Société » ou « établissements propriétaires »).

Les établissements de MTY : i) se trouvent dans les aires de restauration des galeries marchandes et tours de bureaux et dans les centres commerciaux; ii) ont façade sur rue; et iii) se présentent sous une forme non traditionnelle dans des aéroports, des stations-service, des dépanneurs, des cinémas, des parcs d'attractions, des hôpitaux, des universités, des épicerie, des camions-restaurants et en d'autres lieux ou sites partagés par des détaillants. Au cours des 43 dernières années, MTY a développé plusieurs concepts de restauration, dont Tiki-Ming, qui fut le premier concept à être franchisé. Des informations sur d'autres enseignes qui se sont ajoutées à la suite d'acquisitions figurent dans la section complémentaire de ce rapport de gestion.

MTY a également lancé plusieurs cuisines fantômes dans les restaurants existants. Ces cuisines fantômes et les restaurants MTY préexistants bénéficient de synergies résultant de coûts partagés, de l'optimisation du flux de travail et de la capacité de répondre à l'augmentation des commandes à livrer et à emporter.

Les produits rattachés aux franchises proviennent des redevances de franchisage, des droits de franchise, de la vente de projets clés en main, des loyers, de la location d'enseignes, des droits de distribution de fournisseurs, des droits abandonnés de cartes-cadeaux et des frais d'administration de tels programmes ainsi que de la vente d'autres biens et services. Les charges d'exploitation rattachées au franchisage comprennent les salaires, les frais d'administration associés aux franchisés actuels et nouveaux, les charges liées au développement de nouveaux marchés, les frais de mise en œuvre de projets clés en main, le loyer ainsi que les fournitures, produits finis et équipements vendus.

Les produits et charges provenant des établissements appartenant à la Société comprennent leurs recettes et leurs coûts d'exploitation.

Les cotisations aux fonds promotionnels sont fondées sur un pourcentage des ventes brutes déclarées par les franchisés. La Société n'est pas autorisée à retenir les cotisations ainsi reçues et est tenue d'utiliser ces fonds aux seules fins de défrayer des enseignes spécifiques de leurs activités promotionnelles et de marketing.

Les activités de transformation des aliments mentionnées aux présentes contribuent aussi au chiffre d'affaires de MTY. Les deux usines préparent des produits variés qui vont des ingrédients et des plats prêts-à-servir vendus à des restaurants ou à d'autres usines de transformation jusqu'aux plats préparés vendus chez des détaillants. Leur chiffre d'affaires découle principalement de la vente de leurs produits à des distributeurs, détaillants et franchisés. La Société touche également des revenus de ses centres de distribution qui desservent surtout les franchises Valentine, Casa Grecque et Kûto Comptoir à Tartares. De plus, la Société génère des revenus provenant de la vente de produits au détail, sous différentes enseignes, vendus chez divers détaillants.

RESPECT DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

À moins d'indication contraire, les renseignements financiers présentés ci-après, y compris les valeurs présentées dans les tableaux, sont établis conformément aux IFRS. La définition de tous les indicateurs hors PCGR (principes comptables généralement reconnus), ratios hors PCGR et indicateurs financiers supplémentaires utilisés dans ce rapport de gestion figure dans la section complémentaire présentée à la fin. Ces indicateurs hors PCGR, ratios hors PCGR et indicateurs financiers supplémentaires n'ont pas une définition normalisée au sens des PCGR; il est donc improbable qu'ils soient comparables à des indicateurs similaires présentés par d'autres émetteurs.

Les indicateurs hors PCG comprennent les éléments suivants :

- BAIIA ajusté : la Société considère que le BAIIA ajusté est un indicateur utile parce qu'il correspond aux indicateurs que la direction utilise à l'interne pour évaluer la performance de la Société, pour préparer ses budgets d'exploitation et pour déterminer certaines composantes de la rémunération des dirigeants.
- BAIIA ajusté normalisé : la Société considère que le BAIIA ajusté normalisé est un indicateur utile pour les mêmes raisons que celles évoquées pour le BAIIA ajusté; de plus, elle estime que le BAIIA ajusté normalisé permet d'évaluer la performance de la Société sans tenir compte de l'incidence des coûts de transactions rattachés aux acquisitions, dont le nombre et le montant peuvent varier.
- Flux de trésorerie disponibles : la Société considère que les flux de trésorerie disponibles sont un indicateur utile parce qu'il permet à la Société d'évaluer la prise de décision se rapportant aux transactions importantes réglées en espèces rattachées à des dépenses en immobilisations, à la rémunération et à d'éventuelles acquisitions.

Les ratios hors PCGR comprennent les éléments suivants :

- BAIIA ajusté en tant que pourcentage des produits : la Société considère que le BAIIA ajusté en tant que pourcentage des produits est un indicateur utile parce qu'il correspond aux indicateurs que la direction utilise à l'interne pour évaluer la rentabilité des activités de la Société, y compris l'efficacité de ses mesures de gestion des coûts.
- BAIIA ajusté normalisé en tant que pourcentage des produits : la Société considère que le BAIIA ajusté normalisé en tant que pourcentage des produits est un indicateur utile pour les mêmes raisons que celles évoquées pour le BAIIA ajusté en tant que pourcentage des produits; de plus, elle estime que le BAIIA ajusté normalisé en tant que pourcentage des produits permet d'évaluer la performance de la Société sans tenir compte de l'incidence des coûts de transactions rattachés aux acquisitions, dont le nombre et le montant peuvent varier.
- Flux de trésorerie disponibles par action diluée : la Société considère que les flux de trésorerie disponibles par action diluée sont un indicateur utile parce que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et autres parties intéressées s'en servent pour évaluer les flux de trésorerie que la Société peut affecter à la dette et aux détenteurs de capitaux propres, notamment pour rembourser des emprunts, verser des dividendes et procéder au rachat d'actions.
- Ratio dette-BAIIA : la Société considère que le ratio dette-BAIIA est un indicateur utile parce qu'il correspond à une clause financière restrictive que la Société doit respecter et constitue par conséquent un facteur déterminant de l'accès au crédit de la Société.

La Société est également d'avis que les indicateurs et ratios hors PCGR ainsi que les indicateurs financiers supplémentaires sont utilisés par les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et autres parties intéressées, et qu'ils leur permettent de comparer les activités et la performance financière de la Société d'une période à l'autre; ils leur fournissent par ailleurs une indication supplémentaire du rendement d'exploitation et de la situation financière et font donc ressortir des tendances de l'activité principale qui pourraient autrement passer inaperçues si l'on ne s'appuie que sur des mesures couvertes par les PCGR.

POINTS SAILLANTS D'ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

COVID-19

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022, la poursuite des campagnes de vaccination, y compris l'administration de doses de rappel, et leur élargissement à un plus large pan de la population ont permis aux établissements de la plupart des marchés canadiens et américains de rester ouverts, même si certaines régions ont été touchées par de légères perturbations. Malgré les incertitudes qui entourent les effets qu'auront la levée des restrictions sur le nombre d'infections et l'apparition possible de nouveaux variants, la situation actuelle semble indiquer un certain retour à la normale quant aux conséquences à plus long terme de la pandémie sur l'économie et les règles qui s'appliqueront aux restaurants de MTY devraient évoluer et avoir des effets sur le réseau dans un proche avenir. Des établissements du réseau doivent encore fermer à court terme à cause d'éclotions de COVID-19 chez le personnel, cependant, ils rouvrent rapidement, de sorte que ces fermetures engendrent peu de perturbations sur le réseau global actuellement.

Comme on l'a déjà mentionné, MTY maintient les mesures mises en œuvre en 2020 afin d'aider ses franchisés et d'assurer la sécurité et le bien-être de ses employés, clients et partenaires. La direction continue de s'adapter pour répondre aux défis présentés par la pandémie actuelle et contrôle régulièrement ses dépenses en capital et charges d'exploitation afin de gérer ses flux de trésorerie de sorte à assurer une liquidité continue devant ces incertitudes.

Acquisition de Küto Comptoir à Tartares

Le 1^{er} décembre 2021, l'une des filiales en propriété exclusive de la Société a acquis les actifs de Küto Comptoir à Tartares, une chaîne en forte croissance qui exploite des restaurants de tartares au Québec, pour une contrepartie totale en espèces de 9,0 millions de dollars ainsi qu'une contrepartie éventuelle différée de 3,5 millions de dollars. À la clôture, Küto Comptoir à Tartares comptait 31 établissements franchisés en exploitation.

Changement de contrôle

Le 3 décembre 2021, la Société a obtenu le contrôle de 11554891 Canada inc., qui était auparavant une coentreprise, à la suite de l'expiration des droits détenus par l'actionnaire minoritaire qui empêchaient la Société d'avoir le contrôle. Par conséquent, la Société a maintenant le contrôle de 11554891 Canada inc., ce qui déclenche son acquisition réputée, et la Société consolide intégralement 11554891 Canada inc. depuis le 3 décembre 2021. Il n'y a pas de contrepartie en espèces pour l'acquisition et il n'y a pas de changement de participation de chacun des partenaires dans 11554891 Canada inc. Le changement de contrôle déclenche la réévaluation de la participation antérieure à sa juste valeur marchande. La Société a réévalué à la juste valeur sa participation préexistante de 70 %, qui s'établit à 23,1 millions de dollars. Cela s'est traduit par la comptabilisation d'une perte de 2,8 millions de dollars à l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat de la Société pour les neuf mois clos le 31 août 2022.

RÉSUMÉ DES INDICATEURS FINANCIERS TRIMESTRIELS

(En milliers \$, sauf les résultats par action et par action diluée)	Trimestres clos en							
	Novembre 2020	Février 2021	Mai 2021	Août 2021	Novembre 2021	Février 2022	Mai 2022	Août 2022
Produits	127 163	118 960	135 857	150 801	146 285	140 494	162 518	171 540
Résultat net attribuable aux propriétaires	20 078	13 397	23 028	24 337	24 877	16 637	28 619	22 435
Résultat global total attribuable aux propriétaires	14 911	(953)	(7 588)	52 026	34 188	11 461	25 919	47 589
Résultat net par action	0,81	0,54	0,93	0,99	1,01	0,68	1,17	0,92
Résultat net par action diluée	0,81	0,54	0,93	0,98	1,00	0,68	1,17	0,92
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	44 841	31 307	29 541	46 553	31 898	39 696	30 739	36 838

RÉSUMÉ DES INDICATEURS OPÉRATIONNELS TRIMESTRIELS

(En milliers \$, sauf le chiffre d'affaires réseau, le nombre d'établissements et l'information par action)	Trimestres clos en							
	Novembre 2020	Février 2021	Mai 2021	Août 2021	Novembre 2021	Février 2022	Mai 2022	Août 2022
Chiffre d'affaires réseau ^{1, 2)}	891,4	761,1	891,5	1 016,2	962,5	885,7	1 054,3	1 104,7
Nombre d'établissements	7 001	6 949	6 907	6 848	6 719	6 704	6 660	6 606
BAIIA ajusté ³⁾	35 181	32 637	43 481	49 673	42 831	35 637	47 649	48 920
BAIIA ajusté normalisé ³⁾	35 181	32 637	43 481	49 673	42 831	35 637	47 649	50 592
Flux de trésorerie disponibles ³⁾	43 910	30 300	27 497	45 601	35 603	36 970	25 983	35 464
Flux de trésorerie disponibles par action diluée ⁴⁾	1,78	1,23	1,11	1,84	1,44	1,51	1,06	1,45

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs financiers supplémentaires » de la section Information complémentaire.

²⁾ En millions de dollars.

³⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs hors PCGR » de la section Information complémentaire.

⁴⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition de ratios hors PCGR » de la section Information complémentaire.

NOTE SUR L'INFORMATION SECTORIELLE

La direction surveille et évalue les résultats de la Société sur la base de deux secteurs géographiques : le Canada d'une part, les États-Unis et l'International d'autre part. La Société et son principal responsable de l'exploitation évaluent la performance de chaque secteur sur la base de ses résultats, lesquels correspondent à ses produits diminués des charges d'exploitation. Dans ces secteurs géographiques, le principal responsable de l'exploitation de la Société évalue également le rendement de sous-secteurs selon le type de produits offerts ou de services rendus. Ces sous-secteurs comprennent le franchisage, les établissements propriétaires, la transformation, la distribution et les ventes au détail ainsi que les produits et charges des fonds promotionnels.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LES NEUF MOIS CLOS LE 31 AOÛT 2022

Produits

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022, les produits totaux de la Société ont atteint 474,5 millions de dollars alors qu'ils s'établissaient à 405,6 millions de dollars à l'exercice précédent. Les produits des deux secteurs d'activités se répartissent comme suit :

Secteur	Sous-secteur	31 août 2022 (En millions \$)	31 août 2021 (En millions \$)	Variation
Canada	Activités reliées aux franchises	99,1	73,6	35 %
	Établissements propriétaires	21,4	13,5	59 %
	Transformation des aliments, distribution et vente au détail	121,0	90,4	34 %
	Fonds promotionnels	31,4	22,6	39 %
	Transactions intersociétés	(1,0)	(1,0)	S.o.
Total Canada		271,9	199,1	37 %
États-Unis et International	Activités reliées aux franchises	134,5	127,5	5 %
	Établissements propriétaires	15,7	30,8	(49 %)
	Transformation des aliments, distribution et vente au détail	4,3	3,7	16 %
	Fonds promotionnels	48,8	46,0	6 %
	Transactions intersociétés	(0,7)	(1,5)	S.o.
Total États-Unis/International		202,6	206,5	(2 %)
Produits totaux		474,5	405,6	17 %

Analyse des produits du secteur Canada

Les produits provenant des établissements franchisés au Canada ont augmenté de 35 %. Plusieurs facteurs ont contribué à cette variation, entre autres :

	(En millions \$)
Produits, neuf premiers mois 2021	73,6
Augmentation des flux de rentrées récurrents ¹⁾	20,8
Augmentation des droits d'entrée, de renouvellement et de transfert	0,2
Augmentation des produits de projets clés en main, de la vente de fournitures aux franchisés et des produits de location	0,9
Augmentation liée à 11554891 Canada inc., auparavant une coentreprise	2,9
Augmentation liée à une acquisition	0,7
Produits, neuf premiers mois 2022	99,1

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs financiers supplémentaires » de la section Information complémentaire.

Dans la foulée du rétablissement en contexte de pandémie, la Société a poursuivi sur sa lancée au cours des neuf premiers mois de 2022. Ainsi, le chiffre d'affaires réseau a augmenté de 36 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, malgré l'impact du variant Omicron au début de l'année, qui s'est traduit par l'imposition de restrictions gouvernementales supplémentaires aux établissements du réseau dans les territoires clés pendant plusieurs semaines au cours du premier trimestre de 2022. Les produits tirés des secteurs de la restauration à service complet et des restaurants-minute ont affiché la plus forte progression, avec une hausse du chiffre d'affaires de 53 % et de 39 % respectivement par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires combiné des établissements

situés dans des tours de bureaux et des centres commerciaux a quant à lui plus que doublé en glissement annuel. Le nombre d'établissements fermés temporairement a fluctué durant les neuf premiers mois de 2022 et 2021. Au 31 août 2021, 118 établissements de la Société étaient temporairement fermés, mais la plupart d'entre eux ont été rouverts depuis.

Les produits des établissements propriétaires ont grimpé de 59 % pour s'établir à 21,4 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022. Cette augmentation est attribuable en grande partie au redressement en contexte de pandémie, qui s'est traduit par une hausse du nombre de jours ouvrables d'exploitation par rapport à la même période de l'exercice précédent, ainsi qu'à un plus grand nombre d'établissements propriétaires.

Les produits de transformation des aliments, de distribution et de vente au détail ont augmenté de 34 %, surtout en raison de nouveaux produits vendus au détail, de l'expansion dans de nouveaux territoires et de l'augmentation des revenus générés par nos centres de transformation des aliments et de distribution, y compris ceux tirés des franchisés de la bannière Kûto Comptoir à Tartares acquise récemment, qui ont totalisé 4,4 millions de dollars. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022, 181 produits étaient offerts sur le marché du détail canadien (2021 – 176 produits).

Les produits des fonds promotionnels ont augmenté de 39 % en raison de la hausse du chiffre d'affaires réseau et de l'effet des différents taux de contribution.

Analyse des produits du secteur États-Unis/International

Les produits tirés des franchises situées aux États-Unis et à l'International ont augmenté de 5 %. Plusieurs facteurs ont contribué à cette variation, entre autres :

	<i>(En millions \$)</i>
Produits, neuf premiers mois 2021	127,5
Augmentation des flux de rentrées récurrents ¹⁾	2,9
Augmentation des droits d'entrée, de renouvellement et de transfert	2,0
Diminution des ventes de fournitures et de services aux franchisés	(0,5)
Augmentation des produits de droits liés à des cartes-cadeaux abandonnés	0,6
Effet des fluctuations du change	2,7
Autres écarts non significatifs	(0,7)
Produits, neuf premiers mois 2022	134,5

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs financiers supplémentaires » de la section Information complémentaire.

La hausse des produits de franchisage s'explique surtout par l'accroissement des flux de rentrées récurrents par rapport à la même période de l'exercice précédent, en partie grâce à la dynamique de rétablissement dans le contexte de la pandémie, maintenant que les restrictions imposées par les gouvernements ont été levées dans la plupart des États et territoires clés, ce qui a contribué à une hausse de 3 % du chiffre d'affaires réseau. Les fluctuations du change ont également eu un effet favorable de 2,7 millions de dollars.

La diminution de 15,1 millions de dollars des produits des établissements propriétaires s'explique surtout par la conversion au quatrième trimestre de l'exercice 2021 de plusieurs établissements propriétaires de Papa Murphy's en franchises.

Les produits des fonds promotionnels ont augmenté de 6 %, notamment en raison de la hausse du chiffre d'affaires réseau, de l'incidence favorable des fluctuations du change et de l'effet des différents taux de contribution.

Charges d'exploitation

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022, les charges d'exploitation ont augmenté de 23 % pour atteindre 342,3 millions de dollars, alors qu'elles se chiffraient à 279,4 millions de dollars un an plus tôt. Les charges d'exploitation se répartissent comme suit dans les deux secteurs d'activités :

Secteur	Sous-secteur	31 août 2022 (En millions \$)	31 août 2021 (En millions \$)	Variation
Canada	Activités reliées aux franchises	52,6	36,6	44 %
	Établissements propriétaires	21,3	11,5	85 %
	Transformation des aliments, distribution et vente au détail	109,2	82,0	33 %
	Fonds promotionnels	31,4	22,6	39 %
	Transactions intersociétés	(1,3)	(1,3)	S.o.
Total Canada		213,2	151,4	41 %
États-Unis et International	Activités reliées aux franchises	62,2	52,2	19 %
	Établissements propriétaires	18,5	31,0	(40 %)
	Fonds promotionnels	48,8	46,0	6 %
	Transactions intersociétés	(0,4)	(1,2)	S.o.
Total États-Unis et International		129,1	128,0	(1 %)
Charges d'exploitation totales		342,3	279,4	23 %

Analyse des charges d'exploitation du secteur Canada

Les charges d'exploitation attribuables aux établissements franchisés au Canada ont augmenté de 16,0 millions de dollars, en raison des facteurs suivants :

	(En millions \$)
Charges d'exploitation, neuf premiers mois 2021	36,6
Augmentation en raison de la non-admissibilité aux subventions salariales gouvernementales	2,9
Augmentation des frais de projets clés en main, du coût des ventes de fournitures et de services aux franchisés et des charges de location	1,1
Augmentation des charges récurrentes compressibles ¹⁾ , y compris salaires, services professionnels et consultatifs et autres frais généraux	7,7
Augmentation de la provision pour pertes de crédit attendues	0,4
Augmentation liée à 11554891 Canada inc., auparavant une coentreprise	1,1
Augmentation liée à une acquisition	0,5
Augmentation attribuable aux coûts de transactions rattachés aux acquisitions	1,5
Diminution découlant de l'incidence d'IFRS 16 sur les charges de location	(0,2)
Augmentation découlant de l'incidence d'IFRS 16 sur la perte de valeur des créances locatives	0,9
Autres écarts non significatifs	0,1
Charges d'exploitation, neuf premiers mois 2022	52,6

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs financiers supplémentaires » de la section Information complémentaire.

Les charges compressibles ont augmenté de 7,7 millions de dollars, principalement en raison de l'augmentation des salaires, ainsi que de l'augmentation d'autres frais généraux et des frais de consultation. Cela s'explique par des postes vacants ayant été pourvus au cours de l'exercice 2021 ainsi qu'en 2022, entraînant un nombre plus élevé d'employés à temps plein, et un impact de l'inflation sur les salaires. Les autres frais généraux, y compris les frais annuels afférents aux permis et à la cybersécurité, ont augmenté à la suite du redressement des activités.

Les charges d'exploitation ont augmenté de 2,9 millions de dollars, puisque, contrairement à la même période de l'exercice précédent, la Société n'a bénéficié d'aucune subvention salariale gouvernementale au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022; elles se sont également accrues de 1,5 million de dollars en raison des coûts de transactions rattachés à l'acquisition de BBQ Holdings, Inc., conclue le 27 septembre 2022. Une augmentation de 1,1 million de dollars a également été comptabilisée, liée à la consolidation de 11554891 Canada inc., auparavant une coentreprise au cours de l'exercice 2021 (se reporter à la rubrique « Points saillants d'événements marquants »). L'augmentation des frais de projets clés en main, du coût des ventes de fournitures et de services aux franchisés et des charges de location s'explique surtout par le nombre accru de projets clés en main, dont l'évolution a suivi celle des produits de même source.

De plus, les charges associées aux établissements appartenant à la Société ont augmenté de 9,8 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent, partiellement en phase avec la hausse des produits de mêmes sources; la hausse découle en partie du fait que, contrairement à la période correspondante de l'exercice précédent, la Société n'a pas reçu de subventions salariales et aux loyers du gouvernement au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022. L'effet de l'inflation sur les salaires et les coûts de la chaîne d'approvisionnement se sont aussi traduits par une hausse par rapport à la même période de l'exercice précédent.

L'augmentation des charges associées aux activités de transformation des aliments, de distribution et de vente au détail a suivi de très près l'évolution des produits de mêmes sources.

Les charges des fonds promotionnels ont évolué de pair avec les produits de même source.

Analyse des charges d'exploitation du secteur États-Unis et International

Les charges d'exploitation attribuables aux établissements franchisés des États-Unis et de l'International ont augmenté de 19 %. Plusieurs facteurs ont contribué à cette variation, entre autres :

	<i>(En millions \$)</i>
Charges d'exploitation, neuf premiers mois 2021	52,2
Augmentation en raison de la non-admissibilité aux subventions salariales gouvernementales	0,3
Augmentation des charges non compressibles ¹⁾	0,3
Diminution du coût des ventes de fournitures et de services aux franchisés et des charges de location	(0,7)
Augmentation des charges récurrentes compressibles ¹⁾ , y compris salaires, services professionnels et consultatifs et autres frais généraux	7,7
Augmentation de la provision pour pertes de crédit attendues	0,9
Augmentation attribuable aux coûts de transactions rattachés aux acquisitions	0,2
Augmentation découlant de l'incidence d'IFRS 16 sur les charges de location	0,4
Effet des fluctuations du change	1,0
Autres écarts non significatifs	(0,1)
Charges d'exploitation, neuf premiers mois 2022	62,2

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs financiers supplémentaires » de la section Information complémentaire.

Les charges d'exploitation attribuables aux établissements franchisés ont augmenté de 10,0 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022, à cause notamment de la hausse des frais généraux et des salaires. L'accroissement des salaires s'explique par des postes vacants ayant été pourvus au cours de l'exercice 2021 ainsi qu'en 2022, entraînant un nombre plus élevé d'employés à temps plein, et un impact de l'inflation sur les salaires légèrement plus élevé par rapport à la même période de l'exercice précédent. La hausse des autres frais généraux découle de l'augmentation des frais annuels afférents aux permis et à la cybersécurité et des frais de déplacement et de repas comparativement à ceux comptabilisés à la même période de l'exercice précédent. Elle a été amoindrie par une diminution du coût des ventes de fournitures et de services aux franchisés qui ont évolué de pair avec les produits de mêmes sources. Les charges d'exploitation du secteur États-Unis comprennent également des coûts de transactions rattachés à l'acquisition de BBQ Holdings, Inc. de l'ordre de 0,2 million de dollars.

La diminution de 12,5 millions de dollars des charges des établissements propriétaires tient de la conversion au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2021 de plusieurs établissements propriétaires de Papa Murphy's en franchises. Les charges liées aux fonds promotionnels ont suivi de près les produits de même source.

Résultat du secteur, bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements ajusté (« BAIIA ajusté ») ¹⁾ et BAIIA ajusté normalisé ¹⁾

Neuf mois clos le 31 août 2022				
	(En millions \$)	Canada	États-Unis et International	Total
Produits		271,9	202,6	474,5
Charges d'exploitation		213,2	129,1	342,3
Résultat du secteur et BAIIA ajusté ¹⁾		58,7	73,5	132,2
Résultat du secteur et BAIIA ajusté en % des produits ²⁾		22 %	36 %	28 %
Résultat du secteur et BAIIA ajusté ¹⁾		58,7	73,5	132,2
Coûts de transactions rattachés aux acquisitions ³⁾		1,5	0,2	1,7
BAIIA ajusté normalisé ¹⁾		60,2	73,7	133,9
BAIIA ajusté normalisé en % des produits ²⁾		22 %	36 %	28 %
Neuf mois clos le 31 août 2021				
	(En millions \$)	Canada	États-Unis et International	Total
Produits		199,1	206,5	405,6
Charges d'exploitation		151,4	128,0	279,4
Résultat du secteur		47,7	78,5	126,2
Résultat du secteur en % des produits		24 %	38 %	31 %
Résultat du secteur		47,7	78,5	126,2
Perte nette de la coentreprise		(0,4)	—	(0,4)
BAIIA ajusté et BAIIA ajusté normalisé ¹⁾		47,3	78,5	125,8
BAIIA ajusté et BAIIA ajusté normalisé en % des produits ²⁾		24 %	38 %	31 %

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs hors PCGR » de la section Information complémentaire.

²⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition de ratios hors PCGR » de la section Information complémentaire.

³⁾ Les coûts de transactions sont présentés aux postes Frais de consultation et honoraires professionnels et Autres des Charges d'exploitation dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Le tableau suivant présente un sommaire de la performance par sous-secteur d'activités :

Neuf mois clos le 31 août 2022						
(En millions \$)	Franchises	Établissements propriétaires	Transformation, distribution et détail	Fonds promotionnels	Transactions intersociétés	Total
Produits	233,6	37,1	125,3	80,2	(1,7)	474,5
Charges d'exploitation	114,8	39,8	109,2	80,2	(1,7)	342,3
Résultat du sous-secteur et BAIIA ajusté ¹⁾	118,8	(2,7)	16,1	—	—	132,2
Résultat du sous-secteur et BAIIA ajusté en % des produits ²⁾	51 %	S.o.	13 %	S.o.	S.o.	28 %
Résultat du sous-secteur et BAIIA ajusté ¹⁾	118,8	(2,7)	16,1	—	—	132,2
Coûts de transactions rattachés aux acquisitions ³⁾	1,7	—	—	—	—	1,7
BAIIA ajusté normalisé ¹⁾	120,5	(2,7)	16,1	—	—	133,9
BAIIA ajusté normalisé en % des produits ²⁾	52 %	S.o.	13 %	S.o.	S.o.	28 %
Neuf mois clos le 31 août 2021						
(En millions \$)	Franchises	Établissements propriétaires	Transformation, distribution et détail	Fonds promotionnels	Transactions intersociétés	Total
Produits	201,1	44,3	94,1	68,6	(2,5)	405,6
Charges d'exploitation	88,8	42,5	82,0	68,6	(2,5)	279,4
Résultat du sous-secteur	112,3	1,8	12,1	—	—	126,2
Résultat du sous-secteur en % des produits	56 %	4%	13 %	S.o.	S.o.	31 %
Résultat du sous-secteur	112,3	1,8	12,1	—	—	126,2
Perte nette de la coentreprise	(0,4)	—	—	—	—	(0,4)
BAIIA ajusté et BAIIA ajusté normalisé ¹⁾	111,9	1,8	12,1	—	—	125,8
BAIIA ajusté et BAIIA ajusté normalisé en % des produits ²⁾	56 %	4 %	13 %	S.o.	S.o.	31 %

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs hors PCGR » de la section Information complémentaire.

²⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition de ratios hors PCGR » de la section Information complémentaire.

³⁾ Les coûts de transactions sont présentés aux postes Frais de consultation et honoraires professionnels et Autres des Charges d'exploitation dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Plusieurs facteurs ont contribué à cette variation, entre autres :

(En millions \$)	Canada	États-Unis et International	Total
Résultat du secteur, neuf premiers mois 2021	47,7	78,5	126,2
Variation des produits et charges récurrents ¹⁾	11,0	(7,5)	3,5
Variation des projets clés en main, des ventes de fournitures et de services aux franchisés et des loyers pour les activités de franchisage	3,7	0,8	4,5
Variation des droits d'entrée, de renouvellement et de transfert	0,2	2,0	2,2
Variation liée aux subventions salariales et des loyers gouvernementales	(5,1)	(0,3)	(5,4)
Variation de la provision pour pertes de crédit attendues	(0,4)	(0,9)	(1,3)
Variation liée à 11554891 Canada inc., auparavant une coentreprise	1,8	—	1,8
Variation liée à une acquisition	1,1	—	1,1
Variation liée aux coûts de transactions rattachés aux acquisitions	(1,5)	(0,2)	(1,7)
Variation découlant de l'incidence d'IFRS 16 sur les produits et charges de location	1,1	(1,4)	(0,3)
Variation découlant de l'incidence d'IFRS 16 sur la perte de valeur des créances locatives	(0,9)	—	(0,9)
Variation liée aux droits abandonnés de cartes-cadeaux	—	0,6	0,6
Effet des fluctuations du change	—	1,7	1,7
Autres écarts non significatifs	—	0,2	0,2
Résultat du secteur, neuf premiers mois 2022	58,7	73,5	132,2
BAIIA ajusté normalisé ²⁾ , neuf premiers mois 2021	47,3	78,5	125,8
Variation du profit du secteur	11,0	(5,0)	6,0
Variation due à l'incidence nette de la coentreprise	0,4	—	0,4
Variation des coûts de transactions rattachés aux acquisitions	1,5	0,2	1,7
BAIIA ajusté normalisé ²⁾, neuf premiers mois 2022	60,2	73,7	133,9

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs financiers supplémentaires » de la section Information complémentaire.

²⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs hors PCGR » de la section Information complémentaire.

Pour les neuf mois clos le 31 août 2022, le profit et BAIIA ajusté normalisé du secteur s'établissaient respectivement à 132,2 millions de dollars et 133,9 millions de dollars, en hausse de 5 % et 6 % respectivement par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le Canada a contribué à hauteur de 45 % du BAIIA ajusté normalisé total et une hausse de 12,9 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent, tandis que le BAIIA ajusté normalisé du secteur États-Unis et International a fléchi de 6 % ou 4,8 millions de dollars. La diminution du BAIIA ajusté normalisé du secteur États-Unis et International découle en grande partie de la conversion d'établissements propriétaires de Papa Murphy's en franchises.

Résultat net

Pour les neuf mois clos le 31 août 2022, un bénéfice net attribuable aux propriétaires de 67,7 millions de dollars a été comptabilisé, soit 2,77 \$ par action (2,77 \$ par action sur une base diluée), comparativement à un bénéfice net attribuable aux propriétaires de 60,8 millions de dollars ou 2,46 \$ par action (2,46 \$ par action sur une base diluée) à l'exercice précédent. L'augmentation découle en partie d'une perte de valeur hors trésorerie de 5,4 millions de dollars qui a été comptabilisée à la période précédente principalement au titre des immobilisations incorporelles associées aux enseignes « Houston Avenue Bar & Grill » et « Industria Pizza + Bar », laquelle a été atténuée partiellement par la comptabilisation par la Société d'une perte à la réévaluation de la participation dans une coentreprise de 2,8 millions de dollars pour l'exercice courant à la suite d'un changement de contrôle à l'égard de sa participation dans 11554891 Canada inc. Des informations complémentaires sont présentées ci-dessous sous la rubrique « Autres produits et charges ».

Calcul du BAIIA ajusté ¹⁾ et du BAIIA ajusté normalisé ¹⁾

(En milliers \$)	Neuf mois clos le 31 août 2022	Neuf mois clos le 31 août 2021
Bénéfice avant impôt	86 108	78 241
Amortissement – immobilisations corporelles et actifs au titre de droits d'utilisation	11 487	12 101
Amortissement – immobilisations incorporelles	21 485	21 480
Intérêts sur la dette à long terme	5 953	8 387
Charge nette d'intérêts se rapportant aux contrats de location	1 472	1 734
Perte de valeur – actifs au titre de droits d'utilisation	662	922
Perte de valeur – immobilisations corporelles et incorporelles	535	5 354
Perte (profit) de change réalisée et latente	3 887	(1 458)
Produits d'intérêts	(222)	(158)
Profit à la décomptabilisation/modification d'obligations locatives	(678)	(854)
Profit à la cession d'immobilisations corporelles	(20)	(1 062)
Réévaluation de passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net	(1 232)	1 119
Perte à la réévaluation de la participation dans une coentreprise	2 769	—
Autres produits	—	(15)
BAIIA ajusté	132 206	125 791
Coûts de transactions rattachés aux acquisitions ²⁾	1 672	—
BAIIA ajusté normalisé	133 878	125 791

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs hors PCGR » de la section Information complémentaire.

²⁾ Les coûts de transactions sont présentés aux postes Frais de consultation et honoraires professionnels et Autres des Charges d'exploitation dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Autres produits et charges

L'intérêt sur la dette à long terme a été réduit de 2,4 millions de dollars grâce à des remboursements de la facilité de crédit renouvelable effectués au cours des douze derniers mois et à l'incidence positive des swaps de devises et de taux d'intérêt.

La faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain ainsi que l'augmentation des prêts intersociétés se sont traduites par une perte de change latente sur les prêts intersociétés de 3,9 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022, comparativement à un profit de 1,5 million de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent.

De plus, la Société a comptabilisé au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022 un profit à la réévaluation des passifs financiers à la juste valeur de 1,2 million de dollars qui se rapporte principalement à une obligation de rachat de la participation du partenaire dans 11554891 Canada inc. En comparaison, une perte de 1,1 million de dollars a été constatée à la même période de l'exercice précédent, surtout en raison d'une contrepartie éventuelle sur acquisition.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022, la Société a obtenu le contrôle de 11554891 Canada inc., qui était auparavant une coentreprise, à la suite de l'expiration des droits détenus par l'actionnaire minoritaire qui empêchaient la Société d'avoir le contrôle. Par conséquent, la Société a comptabilisé une perte à la réévaluation de la participation dans une coentreprise de 2,8 millions de dollars.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 AOÛT 2022

Produits

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022, les produits totaux de la Société ont atteint 171,5 millions de dollars alors qu'ils s'établissaient à 150,8 millions de dollars à l'exercice précédent. Les produits des deux secteurs d'activités se répartissent comme suit :

Secteur	Sous-secteur	31 août 2022 (En millions \$)	31 août 2021 (En millions \$)	Variation
Canada	Activités reliées aux franchises	37,1	32,2	15 %
	Établissements propriétaires	7,9	5,8	36 %
	Transformation des aliments, distribution et vente au détail	42,3	29,9	41 %
	Fonds promotionnels	11,8	9,6	23 %
	Transactions intersociétés	(0,3)	(0,2)	S.o.
Total Canada		98,8	77,3	28 %
États-Unis et International	Activités reliées aux franchises	47,6	45,5	5 %
	Établissements propriétaires	6,0	10,1	(41 %)
	Transformation des aliments, distribution et vente au détail	1,4	1,2	17 %
	Fonds promotionnels	17,9	17,1	5 %
	Transactions intersociétés	(0,2)	(0,4)	S.o.
Total États-Unis/International		72,7	73,5	(1 %)
Produits totaux		171,5	150,8	14 %

Analyse des produits du secteur Canada

Les produits provenant des établissements franchisés au Canada ont augmenté de 15 %. Plusieurs facteurs ont contribué à cette variation, entre autres :

	(En millions \$)
Produits, 3 ^e trimestre 2021	32,2
Augmentation des flux de rentrées récurrents ¹⁾	4,6
Augmentation des droits d'entrée, de renouvellement et de transfert	0,1
Diminution des produits de projets clés en main, de la vente de fournitures aux franchisés et des produits de location	(1,1)
Augmentation liée à 11554891 Canada inc., auparavant une coentreprise	1,1
Augmentation liée à une acquisition	0,2
Produits, 3^e trimestre 2022	37,1

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs financiers supplémentaires » de la section Information complémentaire.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022, les activités du secteur sont revenues à leur niveau pré-pandémique, outre de légères perturbations dans certaines régions, son chiffre d'affaires réseau étant en hausse de 16 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les produits tirés des secteurs de la restauration à service complet et des restaurants-minute ont affiché la plus forte progression, avec une hausse du chiffre d'affaires de 13 % et de 27 % respectivement par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires des établissements avec façade sur rue et de ceux situés dans des tours de bureaux et des centres commerciaux a eu la plus forte incidence sur la croissance en glissement annuel, avec des progressions respectives de 10 % et 40 %.

Les produits des établissements propriétaires ont grimpé de 36 % pour s'établir à 7,9 millions de dollars au trimestre. Cette augmentation est attribuable en grande partie au redressement en contexte de pandémie et un plus grand nombre d'établissements propriétaires au troisième trimestre de 2022 par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les produits de transformation des aliments, de distribution et de vente au détail ont augmenté de 41 %, surtout en raison de nouveaux produits vendus au détail, de l'expansion dans de nouveaux territoires et de l'augmentation des revenus générés par nos centres de transformation des aliments et de distribution, y compris ceux tirés des franchisés de la bannière Kûto Comptoir à Tartares acquise récemment, qui ont totalisé 1,4 million de dollars. Au troisième trimestre de l'exercice 2022, 172 produits étaient offerts sur le marché du détail canadien (2021 – 165 produits).

Les produits des fonds promotionnels ont augmenté de 23 %, dû en partie à la hausse du chiffre d'affaires réseau ainsi qu'à l'effet des différents taux de contribution.

Analyse des produits du secteur États-Unis/International

Les produits tirés des franchises situées aux États-Unis et à l'International ont augmenté de 5 %. Plusieurs facteurs ont contribué à cette variation, entre autres :

	<i>(En millions \$)</i>
Produits, 3 ^e trimestre 2021	45,5
Augmentation des flux de rentrées récurrents ¹⁾	0,1
Augmentation des droits d'entrée, de renouvellement et de transfert	0,2
Augmentation des ventes de fournitures et de services aux franchisés	0,1
Augmentation des produits de droits liés à des cartes-cadeaux abandonnés	0,1
Effet des fluctuations du change	1,5
Autres écarts non significatifs	0,1
Produits, 3^e trimestre 2022	47,6

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs financiers supplémentaires » de la section Information complémentaire.

La performance de ce secteur ressemble sensiblement à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits de franchisage s'explique surtout par l'effet favorable des fluctuations du change.

La diminution de 4,1 millions de dollars des produits des établissements propriétaires découle principalement de la conversion au quatrième trimestre de l'exercice 2021 de plusieurs établissements propriétaires de Papa Murphy's en franchises.

Les produits des fonds promotionnels ont augmenté de 5 %, notamment en raison de l'effet favorable des fluctuations du change et de l'effet des différents taux de contribution.

Charges d'exploitation

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022, les charges d'exploitation ont augmenté de 21 % pour atteindre 122,6 millions de dollars, alors qu'elles se chiffraient à 101,0 millions de dollars un an plus tôt. Les charges d'exploitation se répartissent comme suit dans les deux secteurs d'activités :

Secteur	Sous-secteur	31 août 2022 (En millions \$)	31 août 2021 (En millions \$)	Variation
Canada	Activités reliées aux franchises	19,4	14,2	37 %
	Établissements propriétaires	7,4	5,1	45 %
	Transformation des aliments, distribution et vente au détail	37,9	27,7	37 %
	Fonds promotionnels	11,8	9,6	23 %
	Transactions intersociétés	(0,4)	(0,4)	S.o.
Total Canada		76,1	56,2	35 %
États-Unis et International	Activités reliées aux franchises	21,8	17,3	26 %
	Établissements propriétaires	6,9	10,6	(35 %)
	Fonds promotionnels	17,9	17,1	5 %
	Transactions intersociétés	(0,1)	(0,2)	S.o.
Total États-Unis et International		46,5	44,8	4 %
Charges d'exploitation totales		122,6	101,0	21 %

Analyse des charges d'exploitation du secteur Canada

Les charges d'exploitation attribuables aux établissements franchisés au Canada ont augmenté de 5,2 millions de dollars, en raison des facteurs suivants :

	<i>(En millions \$)</i>
Charges d'exploitation, 3 ^e trimestre 2021	14,2
Augmentation en raison de la non-admissibilité aux subventions salariales gouvernementales	0,3
Diminution des frais de projets clés en main, du coût des ventes de fournitures et de services aux franchisés et des charges de location	(0,2)
Augmentation des charges récurrentes compressibles ¹⁾ , y compris salaires, services professionnels et consultatifs et autres frais généraux	2,9
Augmentation de la provision pour pertes de crédit attendues	1,1
Augmentation liée à 11554891 Canada inc., auparavant une coentreprise	0,3
Augmentation liée à une acquisition	0,2
Augmentation attribuable aux coûts de transactions rattachés aux acquisitions	1,5
Diminution découlant de l'incidence d'IFRS 16 sur les charges de location	(0,2)
Diminution découlant de l'incidence d'IFRS 16 sur la perte de valeur des créances locatives	(0,1)
Autres écarts non significatifs	(0,6)
Charges d'exploitation, 3^e trimestre 2022	19,4

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs financiers supplémentaires » de la section Information complémentaire.

Les charges compressibles ont augmenté de 2,9 millions de dollars, principalement en raison de l'augmentation des salaires. Cela s'explique par des postes vacants ayant été pourvus au cours de l'exercice 2021 ainsi qu'en 2022, entraînant un nombre plus élevé d'employés à temps plein, et un impact de l'inflation sur les salaires. Les autres frais généraux, y compris les frais annuels afférents aux permis et à la cybersécurité, ont augmenté à la suite du redressement des activités. La Société a également engagé des coûts de transactions de 1,5 million de dollars rattachés à l'acquisition de BBQ Holdings, Inc., alors qu'elle n'en avait pas inscrit au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges associées aux établissements appartenant à la Société ont augmenté de 2,3 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent, partiellement en phase avec les produits de mêmes sources; la hausse découle en partie du fait que, contrairement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, la Société n'a pas reçu de subventions salariales et aux loyers du gouvernement au troisième trimestre de l'exercice 2022. L'effet de l'inflation sur les salaires et les coûts de la chaîne d'approvisionnement se sont aussi traduits par une hausse par rapport au trimestre correspondant de l'exercice antérieur.

Les charges associées aux activités de transformation des aliments, de distribution et de vente au détail, en hausse, ont évolué de pair avec la croissance des produits de mêmes sources.

Les charges des fonds promotionnels ont suivi de près les produits de même source.

Analyse des charges d'exploitation du secteur États-Unis et International

Les charges d'exploitation attribuables aux établissements franchisés des États-Unis et de l'International ont augmenté de 26 %. Plusieurs facteurs ont contribué à cette variation, entre autres :

	<i>(En millions \$)</i>
Charges d'exploitation, 3 ^e trimestre 2021	17,3
Augmentation des charges incompressibles ¹⁾	0,3
Augmentation du coût des ventes de fournitures et de services aux franchisés et des charges de location	0,3
Augmentation des charges récurrentes compressibles ¹⁾ , y compris salaires, services professionnels et consultatifs et autres frais généraux	3,5
Augmentation de la provision pour pertes de crédit attendues	0,1
Augmentation attribuable aux coûts de transactions rattachés aux acquisitions	0,2
Diminution découlant de l'incidence d'IFRS 16 sur les charges de location	(0,1)
Effet des fluctuations du change	0,7
Autres écarts non significatifs	(0,5)
Charges d'exploitation, 3^e trimestre 2022	21,8

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs financiers supplémentaires » de la section Information complémentaire.

Les charges d'exploitation attribuables aux établissements franchisés ont augmenté de 4,5 millions de dollars au troisième trimestre, à cause surtout de la hausse des frais généraux et des salaires. L'accroissement des salaires s'explique par des postes vacants ayant été pourvus au cours de l'exercice 2021 ainsi qu'en 2022, entraînant un nombre plus élevé d'employés à temps plein, et un impact de l'inflation sur les salaires légèrement plus élevé par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des autres frais généraux découle de l'augmentation des frais annuels afférents aux permis et à la cybersécurité et des frais de déplacement et de repas comparativement à ceux comptabilisés à la même période de l'exercice précédent.

La diminution de 3,7 millions de dollars des charges des établissements propriétaires s'explique par la conversion au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2021 de plusieurs établissements propriétaires de Papa Murphy's en franchises.

Les charges liées aux fonds promotionnels ont évolué de pair avec les produits de même source.

Résultat du secteur, BAIIA ajusté ¹⁾ et BAIIA ajusté normalisé ¹⁾

Trimestre clos le 31 août 2022				
	(En millions \$)	Canada	États-Unis et International	Total
Produits		98,8	72,7	171,5
Charges d'exploitation		76,1	46,5	122,6
Résultat du secteur et BAIIA ajusté ¹⁾		22,7	26,2	48,9
Résultat du secteur et BAIIA ajusté en % des produits ²⁾		23 %	36 %	29 %
Résultat du secteur et BAIIA ajusté ¹⁾		22,7	26,2	48,9
Coûts de transactions rattachés aux acquisitions ³⁾		1,5	0,2	1,7
BAIIA ajusté normalisé ¹⁾		24,2	26,4	50,6
BAIIA ajusté normalisé en % des produits ²⁾		24 %	36 %	30 %
Trimestre clos le 31 août 2021				
	(En millions \$)	Canada	États-Unis et International	Total
Produits		77,3	73,5	150,8
Charges d'exploitation		56,2	44,8	101,0
Résultat du secteur		21,1	28,7	49,8
Résultat du secteur en % des produits		27 %	39 %	33 %
Résultat du secteur		21,1	28,7	49,8
Perte nette de la coentreprise		(0,1)	—	(0,1)
BAIIA ajusté et BAIIA ajusté normalisé ¹⁾		21,0	28,7	49,7
BAIIA ajusté et BAIIA ajusté normalisé en % des produits ²⁾		27%	39 %	33 %

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs hors PCGR » de la section Information complémentaire.

²⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition de ratios hors PCGR » de la section Information complémentaire.

³⁾ Les coûts de transactions sont présentés aux postes Frais de consultation et honoraires professionnels et Autres des Charges d'exploitation dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Le tableau suivant présente un sommaire de la performance par sous-secteur d'activités :

Trimestre clos le 31 août 2022						
(En millions \$)	Franchises	Établissements propriétaires	Transformation, distribution et détail	Fonds promotionnels	Transactions intersociétés	Total
Produits	84,7	13,9	43,7	29,7	(0,5)	171,5
Charges d'exploitation	41,2	14,3	37,9	29,7	(0,5)	122,6
Résultat du sous-secteur et BAIIA ajusté ¹⁾	43,5	(0,4)	5,8	—	—	48,9
Résultat du sous-secteur et BAIIA ajusté en % des produits ²⁾	51%	S.o.	13%	S.o.	S.o.	29 %
Résultat du sous-secteur et BAIIA ajusté ¹⁾	43,5	(0,4)	5,8	—	—	48,9
Coûts de transactions rattachés aux acquisitions ³⁾	1,7	—	—	—	—	1,7
BAIIA ajusté normalisé ¹⁾	45,2	(0,4)	5,8	—	—	50,6
BAIIA ajusté normalisé en % des produits ²⁾	53%	S.o.	13 %	S.o.	S.o.	30 %
Trimestre clos le 31 août 2021						
(En millions \$)	Franchises	Établissements propriétaires	Transformation, distribution et détail	Fonds promotionnels	Transactions intersociétés	Total
Produits	77,7	15,9	31,1	26,7	(0,6)	150,8
Charges d'exploitation	31,5	15,7	27,7	26,7	(0,6)	101,0
Résultat du sous-secteur	46,2	0,2	3,4	—	—	49,8
Résultat du sous-secteur en % des produits	59 %	1 %	11 %	S.o.	S.o.	33 %
Résultat du sous-secteur	46,2	0,2	3,4	—	—	49,8
Perte nette de la coentreprise	(0,1)	—	—	—	—	(0,1)
BAIIA ajusté et BAIIA ajusté normalisé ¹⁾	46,1	0,2	3,4	—	—	49,7
BAIIA ajusté et BAIIA ajusté normalisé en % des produits ²⁾	59 %	1 %	11 %	S.o.	S.o.	33 %

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs hors PCGR » de la section Information complémentaire.

²⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition de ratios hors PCGR » de la section Information complémentaire.

³⁾ Les coûts de transactions sont présentés aux postes Frais de consultation et honoraires professionnels et Autres des Charges d'exploitation dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Plusieurs facteurs ont contribué à cette variation, entre autres :

	(En millions \$)	Canada	États-Unis et International	Total
Résultat du secteur, 3 ^e trimestre 2021		21,1	28,7	49,8
Variation des produits et charges récurrents ¹⁾		1,0	(4,2)	(3,2)
Variation des projets clés en main, des ventes de fournitures et de services aux franchisés et des loyers pour les activités de franchisage		1,7	—	1,7
Variation des droits d'entrée, de renouvellement et de transfert		0,1	0,2	0,3
Variation liée aux subventions salariales et des loyers gouvernementales		(0,8)	—	(0,8)
Variation de la provision pour pertes de crédit attendues		(1,1)	(0,1)	(1,2)
Variation liée à 11554891 Canada inc., auparavant une coentreprise		0,8	—	0,8
Variation liée à une acquisition		0,3	—	0,3
Variation liée aux coûts de transactions rattachés aux acquisitions		(1,5)	(0,2)	(1,7)
Variation découlant de l'incidence d'IFRS 16 sur les produits et charges de location		0,4	(0,1)	0,3
Variation découlant de l'incidence d'IFRS 16 sur la perte de valeur des créances locatives		0,1	—	0,1
Variation liée aux droits abandonnés de cartes-cadeaux		—	0,1	0,1
Effet des fluctuations du change		—	0,8	0,8
Autres écarts non significatifs		0,6	1,0	1,6
Résultat du secteur, 3^e trimestre 2022		22,7	26,2	48,9
BAlIA ajusté normalisé ²⁾ , 3 ^e trimestre 2021		21,0	28,7	49,7
Variation du profit du secteur		1,6	(2,5)	(0,9)
Variation due à l'incidence nette de la coentreprise		0,1	—	0,1
Variation liée aux coûts de transactions rattachés aux acquisitions		1,5	0,2	1,7
BAlIA ajusté normalisé ²⁾, 3^e trimestre 2022		24,2	26,4	50,6

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs financiers supplémentaires » de la section Information complémentaire.

²⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs hors PCGR » de la section Information complémentaire.

Pour le trimestre clos le 31 août 2022, le profit total du secteur s'est chiffré à 48,9 millions de dollars, en baisse de 2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent tandis que le BAlIA ajusté normalisé s'établissait à 50,6 millions de dollars, en hausse de 2 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le Canada a contribué à hauteur de 48 % du BAlIA ajusté normalisé total et une hausse de 3,2 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent, tandis que le BAlIA ajusté normalisé du secteur États-Unis et International a fléchi de 8 % ou 2,3 millions de dollars.

Résultat net

Pour le trimestre clos le 31 août 2022, un bénéfice net attribuable aux propriétaires de 22,4 millions de dollars a été comptabilisé, soit 0,92 \$ par action (0,92 \$ par action sur une base diluée), comparativement à 24,3 millions de dollars ou 0,99 \$ par action (0,98 \$ par action sur une base diluée) à l'exercice précédent.

Calcul du BAIIA ajusté ¹⁾ et du BAIIA ajusté normalisé ¹⁾

<i>(En milliers \$)</i>	Trimestre clos le 31 août 2022	Trimestre clos le 31 août 2021
Bénéfice avant impôt	28 437	32 733
Amortissement – immobilisations corporelles et actifs au titre de droits d'utilisation	3 995	4 137
Amortissement – immobilisations incorporelles	7 279	7 027
Intérêts sur la dette à long terme	2 706	2 102
Charge nette d'intérêts se rapportant aux contrats de location	498	610
Perte de valeur – actifs au titre de droits d'utilisation	541	436
Perte de valeur – immobilisations corporelles	—	80
Perte de change réalisée et latente	5 436	4 012
Produits d'intérêts	(74)	(39)
Perte à la décomptabilisation/modification d'obligations locatives	144	27
Profit à la cession d'immobilisations corporelles	(207)	(243)
Réévaluation de passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net	165	(1 194)
Autres produits	—	(15)
BAIIA ajusté	48 920	49 673
Coûts de transactions rattachés aux acquisitions ²⁾	1 672	—
BAIIA ajusté normalisé	50 592	49 673

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs hors PCGR » de la section Information complémentaire.

²⁾ Les coûts de transactions sont présentés aux postes Frais de consultation et honoraires professionnels et Autres des Charges d'exploitation dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Autres produits et charges

La faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain a fait augmenter de 1,4 million de dollars la perte de change latente sur les prêts intersociétés au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022.

De plus, la Société a constaté au troisième trimestre de l'exercice 2022 une perte à la réévaluation des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur de 0,2 million de dollars, comparativement à un profit de 1,2 million de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui était principalement en raison d'une contrepartie éventuelle à l'égard d'une participation dans une coentreprise.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau qui suit fait état des obligations liées à la dette à long terme et aux loyers nets minimaux des contrats de location :

(En millions \$)	0 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 24 mois	24 à 36 mois	36 à 48 mois	48 à 60 mois	Par la suite
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	127,6	—	—	—	—	—	—
Dette à long terme ¹⁾	11,2	—	305,0	—	—	—	—
Intérêt sur la dette à long terme ²⁾	6,2	6,2	8,2	—	—	—	—
Obligations locatives nettes ³⁾	6,7	6,7	11,3	10,6	9,3	8,1	19,1
Obligations contractuelles totales	151,7	12,9	324,5	10,6	9,3	8,1	19,1

¹⁾ Les soldes présentés sont les montants totaux payables à l'échéance et ils ne sont donc pas actualisés. La dette à long terme inclut les prêts portant intérêt qui se rattachent aux acquisitions, les contreparties éventuelles sur acquisitions, les options d'achat d'une participation ne donnant pas le contrôle, les retenues sur acquisitions ne portant pas intérêt et les indemnités de résiliation de contrats ne portant pas intérêt.

²⁾ Lorsque les flux de trésorerie liés aux variations futures des taux d'intérêt sont variables, ils sont calculés en utilisant les taux d'intérêt en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière.

³⁾ Les obligations locatives nettes comprennent les loyers totaux non actualisés liés aux contrats de location, diminués des créances liées aux contrats de location-financement et des sous-contrats d'exploitation.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES FINANCIÈRES

Au 31 août 2022, l'encaisse totalisait 55,3 millions de dollars, une baisse de 5,9 millions de dollars depuis la clôture de l'exercice 2021.

Au cours du trimestre et des neuf mois clos le 31 août 2022, MTY a versé des dividendes s'élevant respectivement à 5,1 millions de dollars et à 15,4 millions de dollars à ses actionnaires (2021 – 4,6 millions de dollars et 4,6 millions de dollars, respectivement) et procédé au rachat et à l'annulation d'aucune action et de 256 400 de ses actions (2021 – néant et néant, respectivement) pour une contrepartie de néant et de 14,6 millions de dollars respectivement (2021 – néant et néant, respectivement) dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCN »).

Au cours des neuf mois clos le 31 août 2022, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont atteint 107,3 millions de dollars comparativement à 107,4 millions de dollars à la même période de l'exercice précédent.

La facilité de crédit renouvelable comporte une limite autorisée de 600,0 millions de dollars (30 novembre 2021 – 600,0 millions de dollars). Au 31 août 2022, des tirages totalisant 301,0 millions de dollars avaient été effectués (30 novembre 2021 – 345,0 millions de dollars).

La Société doit respecter certaines clauses restrictives financières de la facilité, notamment :

- Le ratio dette-BAIIA ¹⁾ doit être inférieur ou égal à 3,50 : 1,00;
- Le ratio dette-BAIIA ¹⁾ doit être inférieur ou égal à 4,00 : 1,00 pendant les 12 mois qui suivent des acquisitions dont la contrepartie est supérieure à 150,0 millions de dollars; et
- Le ratio de couverture des intérêts et loyers doit être d'au moins 2,00 : 1,00 en tout temps.

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition de ratios hors PCGR » de la section Information complémentaire.

La facilité de crédit renouvelable est remboursable sans pénalité, le solde étant dû à la date d'échéance du 22 avril 2024.

Au 31 août 2022, la Société respectait les clauses restrictives financières de la convention de crédit.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ÉTABLISSEMENTS

Les établissements de MTY : i) se trouvent dans des foires alimentaires et des centres commerciaux; ii) ont façade sur rue; et iii) se présentent sous une forme non traditionnelle dans des stations-service, des dépanneurs, des épicerie, des cinémas, des parcs d'attractions, des hôpitaux, des universités, des aéroports et en d'autres lieux ou sites partagés par des détaillants. Les établissements non traditionnels sont typiquement plus petits, exigent un moindre investissement et dégagent des produits inférieurs à ceux d'établissements établis dans les centres commerciaux et les aires de restauration ou avec façade sur rue.

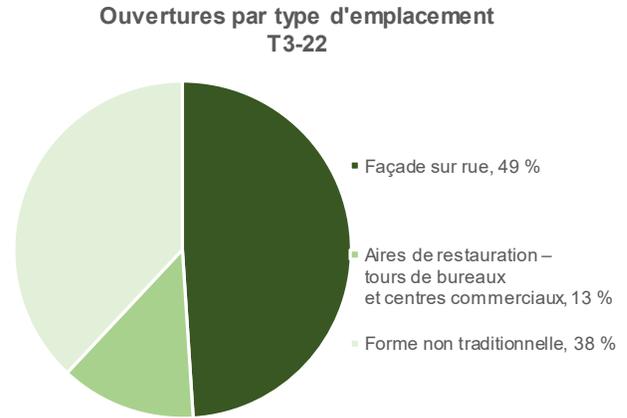
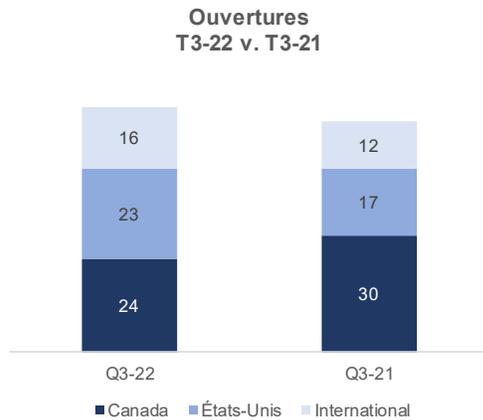
Nombre d'établissements :

	Trimestres clos		Neuf mois clos	
	le 31 août 2022	2021	le 31 août 2022	2021
Franchises à l'ouverture de la période	6 571	6 772	6 603	6 867
Établissements propriétaires à l'ouverture de la période :				
Canada	44	35	42	37
États-Unis	45	80	51	76
Sous coentreprise ¹⁾	—	20	23	21
Total à l'ouverture de la période	6 660	6 907	6 719	7 001
Ouverts durant la période	63	56	185	158
Fermés durant la période	(117)	(105)	(329)	(300)
Acquis durant la période	—	—	31	—
Ouverts ou acquis par la coentreprise durant la période ¹⁾	—	3	—	3
Fermés par la coentreprise durant la période ¹⁾	—	—	—	(1)
Cédés durant la période	—	(13)	—	(13)
Total à la clôture de la période	6 606	6 848	6 606	6 848
Franchises à la clôture de la période			6 516	6 701
Établissements propriétaires à la clôture de la période :				
Canada			41	42
États-Unis			49	82
Sous coentreprise ¹⁾			—	23
Total à la clôture de la période			6 606	6 848

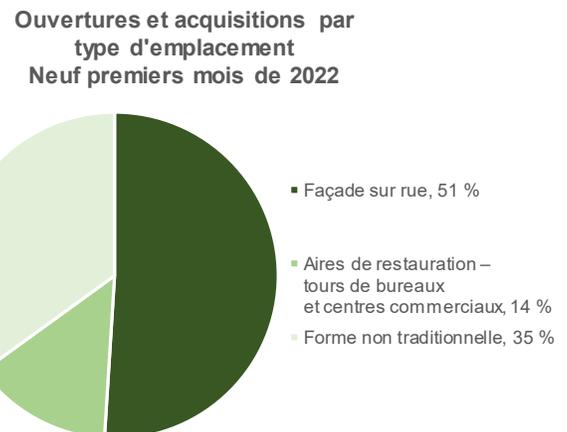
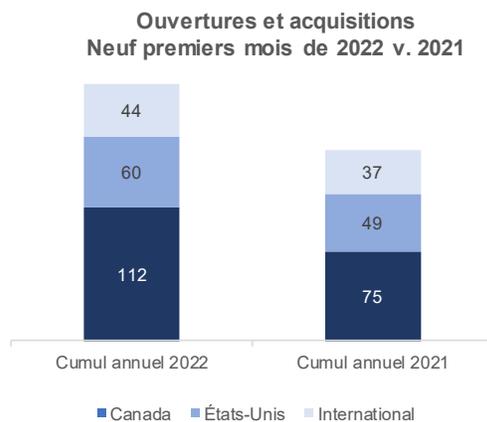
¹⁾ Le 3 décembre 2021, la Société a obtenu le contrôle à l'égard de sa participation de 70 % dans 11554891 Canada inc. – voir la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Ouvertures et acquisitions

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022, le réseau de la Société a procédé à l'ouverture de 63 établissements (2021 – 56 établissements et trois établissements sous coentreprise). La répartition des ouvertures selon la région et le type d'emplacement est la suivante :

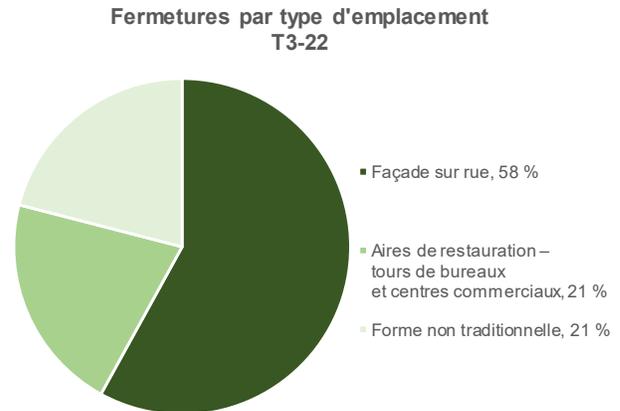
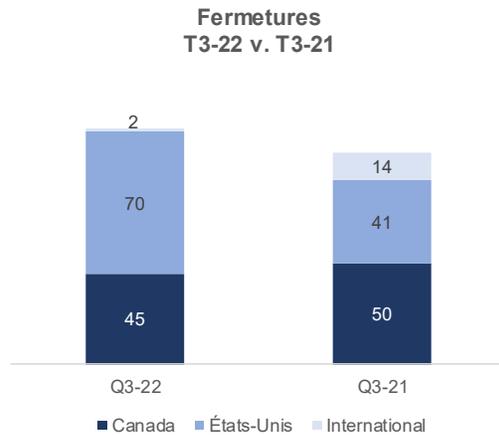


Le réseau de la Société a fait l'acquisition de 31 établissements durant les neuf mois clos le 31 août 2022 (2021 – néant) et procédé à l'ouverture de 185 établissements (2021 – 158 établissements et trois établissements sous coentreprise). La répartition des ouvertures et des acquisitions selon la région et le type d'emplacement est la suivante :

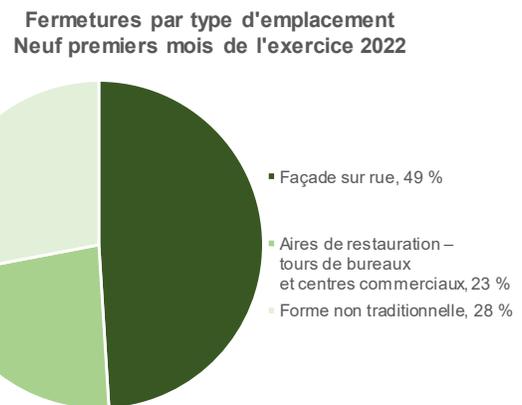
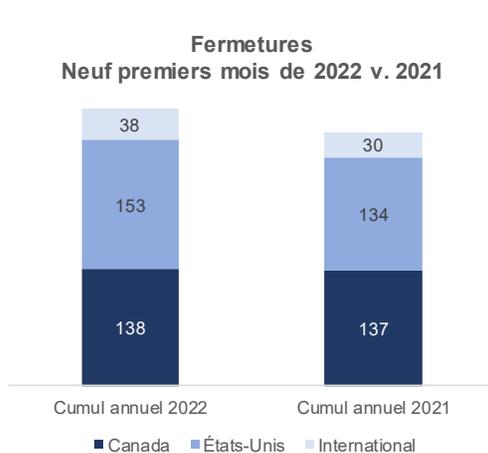


Fermetures

Durant le troisième trimestre de l'exercice 2022, le réseau de la Société a fermé 117 établissements (2021 – 105 établissements). La répartition des fermetures selon la région et le type d'emplacement est la suivante :



Au cours neuf mois clos le 31 août 2022, le réseau de la Société a fermé 329 établissements (2021 – 300 établissements et un établissement sous coentreprise). La répartition des fermetures selon la région et le type d'emplacement est la suivante :



Parmi les 38 fermetures à l'International au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022, 23 fermetures étaient attribuables à un franchisé qui n'exploite plus d'emplacement. Au Canada, 22 établissements TCBY ont fermé après la résiliation du contrat de franchise avec Cineplex.

Le tableau qui suit présente la répartition selon le type d'emplacement des établissements de MTY et du chiffre d'affaires réseau :

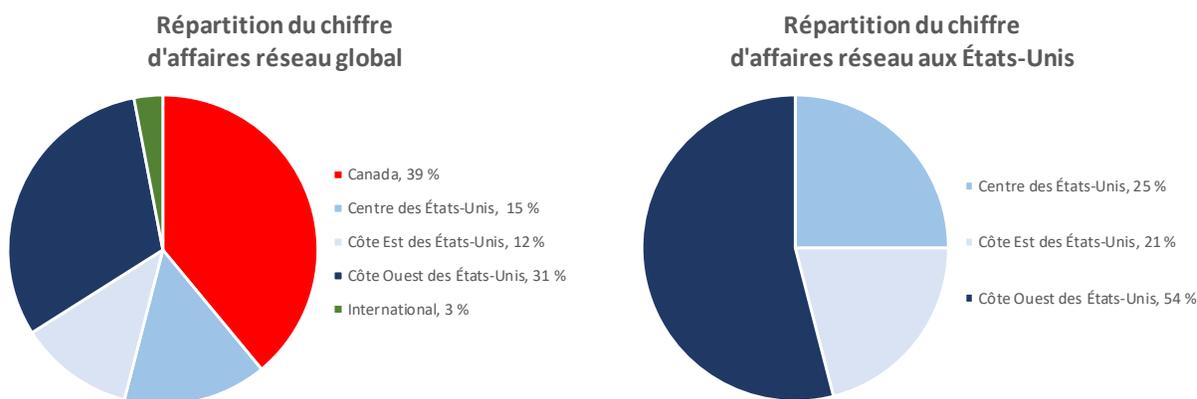
Type d'emplacement	% du nombre d'établissements au		% du chiffre d'affaires réseau	
	31 août		Neuf mois clos les	
	2022	2021	2022	2021
Aires de restauration de tours de bureaux et de centres commerciaux	14 %	15 %	11 %	9 %
Façade sur rue	64 %	63 %	79 %	82 %
Forme non traditionnelle	22 %	22 %	10 %	9 %

Le tableau suivant présente la répartition géographique des établissements de MTY et du chiffre d'affaires réseau :

Situation géographique	% du nombre d'établissements au		% du chiffre d'affaires réseau	
	31 août		Neuf mois clos les	
	2022	2021	2022	2021
Canada	39 %	39 %	39 %	33 %
États-Unis	54 %	54 %	58 %	64 %
International	7 %	7 %	3 %	3 %

Les territoires produisant les plus larges parts du chiffre d'affaires réseau total sont le Québec (Canada) avec 21 % du chiffre d'affaires réseau total, la Californie (États-Unis) avec 10 %, l'Ontario (Canada) avec 10 % ainsi que Washington (États-Unis) et l'Oregon (États-Unis) avec 5 % chacun.

La répartition géographique du chiffre d'affaires réseau est la suivante :



Le tableau qui suit présente la répartition des établissements de MTY et du chiffre d'affaires réseau selon le type de concept :

Type d'établissement	% des établissements au		% du chiffre d'affaires réseau	
	31 août		Neuf mois clos les	
	2022	2021	2022	2021
Restaurants-minute	82 %	83 %	71 %	74 %
Restaurants à service rapide	11 %	10 %	12 %	13 %
Restaurants à service complet	7 %	7 %	17 %	13 %

Chiffre d'affaires réseau

Durant le trimestre et les neuf mois clos le 31 août 2022, les établissements du réseau MTY ont généré des ventes totalisant 1 104,7 millions de dollars et 3 044,7 millions de dollars, respectivement. Ces ventes se répartissent comme suit :

	(En millions \$)	Canada	États-Unis	International	TOTAL
Premier trimestre 2022		320,3	532,0	33,4	885,7
Premier trimestre 2021		219,4	511,8	29,9	761,1
Variation		46 %	4 %	12 %	16 %
Deuxième trimestre 2022		420,8	599,9	33,6	1 054,3
Deuxième trimestre 2021		270,9	592,3	28,3	891,5
Variation		55 %	1 %	19 %	18 %
Troisième trimestre 2022		454,8	614,0	35,9	1 104,7
Troisième trimestre 2021		391,3	594,2	30,7	1 016,2
Variation		16 %	3 %	17 %	9 %
Neuf premiers mois 2022		1 195,9	1 745,9	102,9	3 044,7
Neuf premiers mois 2021		881,6	1 698,3	88,9	2 668,8
Variation		36 %	3 %	16%	14 %

L'évolution globale du chiffre d'affaires se répartit comme suit :

	Chiffre d'affaires du trimestre clos le 31 août				Chiffre d'affaires des neuf mois clos le 31 août				
	(En millions \$)	Canada	É.-U.	International	TOTAL	Canada	É.-U.	International	TOTAL
Ventes déclarées – 2021		391,3	594,2	30,7	1 016,2	881,6	1 698,3	88,9	2 668,8
Augmentation nette du chiffre d'affaires générée par les enseignes acquises au cours des 24 derniers mois		5,6	—	—	5,6	16,8	—	—	16,8
Variation nette du chiffre d'affaires réseau		57,9	(1,7)	4,1	60,3	297,5	12,8	12,3	322,6
Effet cumulatif des fluctuations du change		—	21,5	1,1	22,6	—	34,8	1,7	36,5
Ventes déclarées – 2022		454,8	614,0	35,9	1 104,7	1 195,9	1 745,9	102,9	3 044,7

Le chiffre d'affaires réseau pour le trimestre clos le 31 août 2022 a augmenté de 9 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, grâce à la dynamique de rétablissement dans le contexte de la pandémie. Le Canada a apporté la majeure partie de l'augmentation, avec une amélioration de 63,5 millions de dollars ou 16 %, à la suite du retour progressif au bureau de nombreux employés et de la reprise des voyages. Le concept des restaurants à service complet a apporté 22,5 millions de dollars de l'augmentation globale, correspondant à une hausse de 13 % des ventes du trimestre.

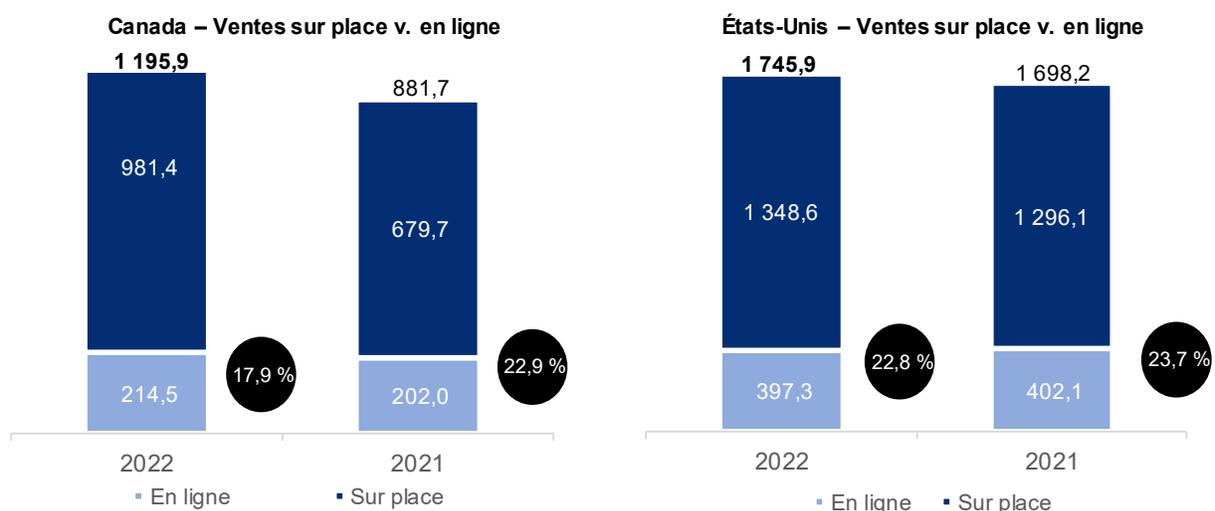
Pour les neuf mois clos le 31 août 2022, la hausse du chiffre d'affaires réseau est de 14 % par rapport à l'exercice 2021. Les concepts de restauration à service complet et des restaurants-minute sont à l'origine de cette augmentation, avec un apport respectif de 43 % et 36 % à la croissance totale en glissement annuel. Des enseignes importantes, notamment Thaï Express, Cold Stone Creamery, Bâton Rouge, Manchu Wok, Allô! Mon Coco et Ben & Florentine, pour n'en nommer que quelques-unes, ont nettement surpassé leur performance de l'exercice précédent, maintenant que les clients reviennent en salle à manger, que les employés retournent graduellement au bureau et que les voyages ont repris.

Papa Murphy's et Cold Stone Creamery demeurent les seuls concepts à générer actuellement plus de 10 % du chiffre d'affaires réseau, soit respectivement environ 24 % et 20 % du chiffre d'affaires total du réseau MTY au cours des neuf mois clos le 31 août 2022. Les enseignes Thaï Express, TacoTime et SweetFrog constituent respectivement les troisième, quatrième et cinquième plus importants concepts sur le plan des ventes réseau, chacune générant moins que 10 % du chiffre d'affaires réseau.

Le chiffre d'affaires réseau inclut les ventes réalisées par les établissements propriétaires et franchisés, mais exclut celles réalisées par les centres de distribution, les usines de transformation des aliments et le service des ventes au détail. Les chiffres d'affaires réseau libellés dans une devise étrangère sont convertis en dollars canadiens aux fins de présentation; ils sont donc tributaires des fluctuations du change.

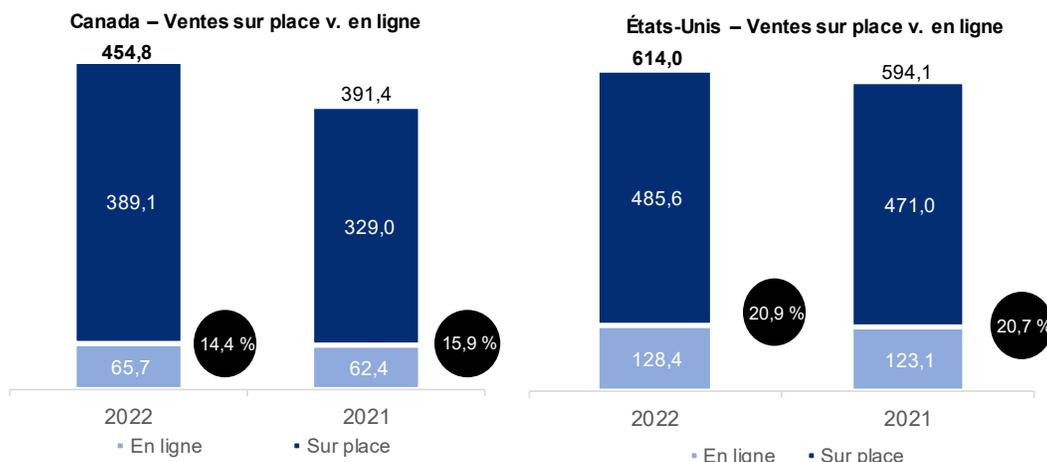
Ventes en ligne

La répartition du chiffre d'affaires réseau et des ventes en ligne est la suivante pour les neuf mois clos les 31 août 2022 et 2021 :



Pour les neuf mois clos le 31 août 2022, les ventes en ligne ont augmenté par rapport à la même période de l'exercice précédent, passant de 604,1 millions de dollars à 611,8 millions de dollars, et elles ont représenté 20,8 % du chiffre d'affaires. Les ventes en ligne se rattachent surtout aux commandes pour emporter ainsi qu'aux livraisons, qui ont bénéficié des investissements accrus de la Société dans les options de commande en ligne et de livraison par des tiers. Les ventes en ligne des restaurants à service complet ont diminué de 6,1 millions de dollars, maintenant qu'avec la levée des restrictions, les clients reviennent en salle à manger.

La répartition du chiffre d'affaires réseau et des ventes en ligne est la suivante pour les trimestres clos les 31 août 2022 et 2021 :



Compte tenu de l'effet de change, les ventes en ligne ont augmenté de 5 % au troisième trimestre de 2022 comparativement à la même période de l'exercice précédent, passant de 185,5 millions de dollars à 194,1 millions de dollars, et ont représenté 18,2 % des ventes totales, comparativement à 18,8 % au cours du même trimestre de l'exercice précédent. Abstraction faite de l'incidence du change, les ventes en ligne ont progressé de 2 % durant le trimestre. La diminution des ventes en ligne en termes de pourcentage du chiffre d'affaires total au troisième trimestre par rapport à la même période de l'exercice précédent est attribuable en grande partie à la réouverture des canaux de vente plus traditionnels, davantage touchés par les restrictions liées à la pandémie à l'exercice antérieur. Les ventes en ligne au Canada ont augmenté de 3,3 millions de dollars au troisième trimestre de 2022 en raison surtout d'une augmentation de 3,4 millions de dollars des ventes en ligne des restaurants à service complet, maintenant que les employés reviennent progressivement au bureau et recommencent à commander des repas et à se rendre en salle à manger pour dîner, tandis qu'elles ont augmenté de 5,3 millions de dollars aux États-Unis. La Société poursuit ses efforts en vue de la croissance des ventes en ligne parallèlement à la reprise des ventes dans les établissements dans un contexte d'après pandémie.

Chiffre d'affaires d'établissements comparables

Compte tenu des répercussions de la COVID-19 et du nombre d'établissements fermés temporairement, l'information portant sur le chiffre d'affaires d'établissements comparables pourrait être trompeuse puisque ce qui serait présenté ne saurait constituer une représentation juste des recettes de redevances potentielles de la Société non plus qu'une juste indication de la santé de son réseau. La direction renvoie les investisseurs au chiffre d'affaires réseau en tant que meilleur indicateur.

La direction s'attend toujours à ce que le chiffre d'affaires réseau et le chiffre d'affaires d'établissements comparables soient affectés en 2022. La Société avait un bon élan avant la COVID-19, mais les événements mondiaux actuels continueront d'avoir un effet drastique tant sur le chiffre d'affaires réseau que sur le chiffre d'affaires d'établissements comparables au cours des prochains trimestres. La Société s'attend néanmoins à ce que les résultats retournent éventuellement à la normale.

RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL-ACTIONS

Options sur actions

Au 31 août 2022, 440 000 options sur actions étaient en circulation et 102 221 pouvaient être exercées.

Négociation des actions

Les actions de MTY sont négociées à la Bourse de Toronto (« TSX »), sous le symbole « MTY ». Du 1^{er} décembre 2021 au 31 août 2022, le cours de l'action de MTY a varié entre 45,20 \$ et 63,96 \$. Le 31 août 2022, le cours des actions de MTY a clôturé à 58,72 \$.

Capital-actions

Le capital-actions en circulation de la Société se compose d'actions ordinaires que la Société est autorisée à émettre en un nombre illimité.

Au 6 octobre 2022, le capital-actions émis et en circulation de la Société consistait en 24 413 461 actions (30 novembre 2021 – 24 669 861) et 440 000 options sur actions (30 novembre 2021 – 440 000). Au cours du trimestre et des neuf mois clos le 31 août 2022, MTY n'a racheté aucune action et procédé au rachat de 256 400 actions respectivement (2021 – néant et néant, respectivement) pour annulation dans le cadre de son OPRCN.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 28 juin 2022, la Société avait annoncé le renouvellement de son OPRCN pour la période commençant le 3 juillet 2022 et se terminant le 2 juillet 2023 ou avant si la Société complète ses rachats ou choisit de mettre fin à l'OPRCN. La Société est autorisée à racheter 1 220 673 de ses actions ordinaires pendant cette nouvelle période de renouvellement. Ces rachats seront effectués sur le marché ouvert, avec frais de courtage, par l'intermédiaire de la TSX ou de tout autre système de négociation parallèle, au cours du marché au moment de l'opération et conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires rachetées en vertu de l'OPRCN seront annulées.

Au cours des trimestres clos le 31 août 2022 et 2021, la Société n'a racheté et annulé aucune action ordinaire. Au cours des neuf mois le 31 août 2022, elle a procédé au rachat et à l'annulation de 256 400 actions ordinaires (2021 – néant) en vertu de l'OPRCN alors en vigueur à un prix moyen pondéré de 57,01 \$ par action ordinaire (2021 – néant), pour une contrepartie totale de 14,6 millions de dollars (2021 – néant) et un excédent de 11,4 millions de dollars (2021 – néant) de la valeur de rachat des actions sur leur valeur comptable, lequel a été comptabilisé en résultat non distribué au titre de primes sur rachat d'actions.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

Facilité de crédit renouvelable

En septembre 2022, la Société a tiré un montant supplémentaire de 276,9 millions de dollars (202,0 millions de dollars américains) sur sa facilité de crédit renouvelable existante.

Acquisition de BBQ Holdings, Inc.

Le 27 septembre 2022, la Société a conclu l'acquisition de toutes les actions ordinaires émises et en circulation de BBQ Holdings, Inc., un franchiseur et opérateur qui exploite des établissements de restauration à service rapide et à service complet dans 37 États aux États-Unis ainsi qu'au Canada et aux Émirats arabes unis, pour une contrepartie totale en espèces de 284,2 millions de dollars (207,1 millions de dollars américains), financée au moyen de l'encaisse et des facilités de crédit existantes de la Société. La Société a fait l'acquisition de neuf concepts et il y a présentement 206 restaurants franchisés et 115 établissements propriétaires en exploitation sous les enseignes BBQ Holdings, Inc.

SAISONNALITÉ

Les résultats d'exploitation d'une période intermédiaire ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux de l'exercice entier. La Société s'attend à ce que la saisonnalité continue d'être un facteur de la variation trimestrielle de ses résultats. Par exemple, la performance des établissements spécialisés en friandises glacées, une catégorie importante dans le marché des États-Unis, varie considérablement durant les mois d'hiver en raison des conditions météorologiques. Ce risque est atténué par d'autres enseignes dont le rendement est supérieur pendant les saisons froides, comme Papa Murphy's, typiquement plus performante pendant les mois d'hiver. Les ventes des établissements installés dans des centres commerciaux sont aussi supérieures à la moyenne en décembre, durant la période du magasinage des Fêtes. En 2022, les tendances saisonnières normales pourraient être affectées par le chambardement des habitudes des consommateurs lié à la pandémie ou à la réglementation gouvernementale.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

MTY n'a aucun arrangement hors bilan.

PASSIFS ÉVENTUELS

La Société est partie à certaines poursuites judiciaires dans le cadre de ses activités courantes. Le calendrier des sorties de trésorerie, le cas échéant, échappe au contrôle de la Société et demeure par conséquent incertain pour le moment. Les obligations éventuelles sont présentées aux provisions dans l'état consolidé intermédiaire résumé de la situation financière.

Les montants suivants sont inclus dans les provisions :

(En milliers \$)	31 août 2022	30 novembre 2021
	\$	\$
Litiges, différends et autres éventualités	1 480	1 636
Établissements fermés	—	56
	1 480	1 692

La provision pour litiges, différends et autres éventualités représente la meilleure estimation de la direction à l'égard du dénouement des litiges et différends qui sont en cours à la date de l'état de la situation financière. Cette provision comporte plusieurs éléments; en raison de sa nature, le moment du règlement de cette provision est inconnu, la Société n'ayant aucun contrôle sur le déroulement des litiges.

Les créiteurs relatifs aux établissements fermés représentent principalement les montants que la Société s'attend à devoir déboursier pour résilier les contrats de location des établissements sous-performants ou fermés. Les négociations avec les divers intervenants sont en général de courte durée et devraient se régler dans un délai de quelques mois après la comptabilisation de la provision.

Les provisions varient également en partie en raison des fluctuations du change liées aux filiales américaines.

GARANTIES DE CONTRATS DE LOCATION

La Société a garanti les contrats de location de certains établissements franchisés dans l'éventualité où les franchisés seraient incapables d'honorer leurs engagements locatifs résiduels; la somme maximale que la Société pourrait être tenue de payer aux termes de ces ententes s'élevait à 19,0 millions de dollars au 31 août 2022 (30 novembre 2021 – 19,3 millions de dollars). De plus, la Société pourrait être tenue de régler des loyers à pourcentage, des taxes foncières et des frais d'aires communes. Au 31 août 2022, la Société avait engagé 1,7 million de dollars (30 novembre 2021 – 1,8 million de dollars) à l'égard de ces garanties; cette somme est incluse aux Créiteurs et charges à payer dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les soldes et les transactions entre la Société et ses filiales, qui sont des parties liées à la Société, ont été éliminés lors de la consolidation. Les transactions entre la Société et d'autres parties liées sont présentées ci-dessous.

Rémunération des principaux dirigeants et des administrateurs

La rémunération versée aux principaux dirigeants et aux administrateurs, qui est présentée aux postes Salaires et avantages et Autres des Charges d'exploitation dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés, est la suivante :

	Trimestres clos le 31 août		Neuf mois clos le 31 août	
	2022	2021	2022	2021
(En milliers \$)	\$	\$	\$	\$
Avantages à court terme ¹⁾	1 111	827	3 064	2 404
Rémunération à base d'actions	259	224	878	696
Frais de consultation	69	—	205	—
Jetons de présence des membres du conseil d'administration ¹⁾	20	16	59	54
Rémunération totale des principaux dirigeants et des administrateurs	1 459	1 067	4 206	3 154

¹⁾ Les montants de l'exercice précédent ont été retraités pour rendre compte des ajustements sur périodes antérieures.

Les principaux dirigeants sont le chef de la direction, les chefs de l'exploitation et le chef de la direction financière de la Société. La rémunération des administrateurs et des membres clés de la haute direction est déterminée par le conseil d'administration en fonction du rendement individuel et des conditions du marché.

En raison du nombre élevé d'actionnaires, il n'y a pas de partie exerçant le contrôle ultime de la Société; l'un des principaux actionnaires de la Société est son président du conseil d'administration, qui contrôle 16,4 % des actions en circulation.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Quelques nouvelles normes, interprétations et modifications de normes existantes ont été publiées par l'IASB, mais n'étaient pas encore en vigueur pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 août 2022; elles n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Les modifications suivantes pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société :

Norme	Publication	Prise d'effet pour la Société	Incidence
IAS 37, <i>Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels</i>	Mai 2020	1 ^{er} décembre 2022	En évaluation
IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>	Janvier 2020, juillet 2020 et février 2021	1 ^{er} décembre 2023	En évaluation
IAS 8, <i>Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs</i>	Février 2021	1 ^{er} décembre 2023	En évaluation
IAS 12, <i>Impôts sur le résultat</i>	Mai 2021	1 ^{er} décembre 2023	En évaluation

IAS 37, Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

En mai 2020, l'IASB a publié *Contrats déficitaires – Coût d'exécution du contrat (modifications d'IAS 37)* qui révisait la norme en ce qui a trait aux coûts qu'une société devrait inclure au titre du coût d'exécution d'un contrat pour déterminer si ce contrat est déficitaire. Les changements apportés par cette révision précisent que le « coût d'exécution d'un contrat » comprend les « coûts directement liés à ce contrat ». Les coûts directement liés au contrat peuvent consister soit dans les coûts marginaux d'exécution du contrat, soit dans l'imputation des autres coûts directement liés à l'exécution des contrats. Les modifications d'IAS 37 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. Une application anticipée est autorisée. La Société appliquera les modifications le 1^{er} décembre 2022.

IAS 1, Présentation des états financiers

En janvier 2020, l'IASB a publié *Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants (modifications d'IAS 1)* qui établit une approche plus générale du classement des passifs selon IAS 1, celle-ci fondée sur l'analyse des contrats existants à la date de présentation de l'information financière. Les modifications apportées dans *Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants (modifications d'IAS 1)* ne touchent que la présentation des passifs dans l'état de la situation financière et non le montant ou le calendrier de la comptabilisation d'un actif, d'un passif, d'un revenu ou d'une charge, ou les informations que les entités fournissent à leur sujet.

En juillet 2020, l'IASB a publié *Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants – Report de la date d'entrée en vigueur (modification d'IAS 1)* qui reporte d'un an la date d'entrée en vigueur des modifications d'IAS 1 énoncées en janvier 2020.

En février 2021, l'IASB a publié *Informations à fournir sur les méthodes comptables (Modifications d'IAS 1 et de l'énoncé de pratiques en IFRS 2)*, dont les modifications visent à aider les préparateurs à déterminer les méthodes comptables à présenter dans leurs états financiers. Une entité doit désormais fournir des informations sur ses méthodes comptables significatives plutôt que sur ses principales méthodes comptables. Plusieurs paragraphes sont ajoutés pour expliquer comment une entité peut identifier des informations sur les méthodes comptables significatives et donner des exemples de cas où des informations sur les méthodes comptables sont susceptibles d'être significatives. Les modifications précisent aussi que des informations sur les méthodes comptables peuvent être significatives du fait de leur nature, même si les montants associés sont non significatifs; qu'elles sont significatives si elles sont nécessaires à la compréhension, par les utilisateurs, d'autres informations significatives contenues dans les états financiers; et que si une entité fournit des informations non significatives sur les méthodes comptables, ces informations ne doivent pas obscurcir des informations significatives sur les méthodes comptables.

Les modifications d'IAS 1 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'application anticipée est permise. La Société appliquera les modifications le 1^{er} décembre 2023.

IAS 8, Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs

En février 2021, l'IASB a publié « *Definition of Accounting Estimates (Amendments to IAS 8)* » afin d'aider les entités à distinguer les méthodes comptables des estimations comptables. Les modifications d'IAS 8 portent uniquement sur les estimations comptables et clarifient ce qui suit : la définition d'un changement d'estimation comptable est remplacée par une définition des estimations comptables; les entités élaborent des estimations comptables si les méthodes comptables requièrent que des éléments des états financiers soient évalués d'une façon qui implique une incertitude de mesure; un changement d'estimation comptable qui résulte d'informations nouvelles ou de nouveaux développements n'est pas une correction d'erreur; et un changement d'estimation comptable peut affecter soit le résultat net de la période considérée seulement, soit le résultat net de la période considérée et de périodes ultérieures. Les modifications d'IAS 8 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'application anticipée est permise. La Société appliquera les modifications le 1^{er} décembre 2023.

IAS 12, Impôts sur le résultat

En mai 2021, l'IASB a publié *Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique (modifications d'IAS 12)* qui clarifie la façon dont les sociétés comptabilisent l'impôt différé pour les obligations relatives au démantèlement et les contrats de location. La principale modification est une exemption de l'exemption relative à la comptabilisation initiale, laquelle ne s'applique plus aux transactions qui donnent lieu à la fois à des différences temporaires déductibles et à des différences temporaires imposables lors de la comptabilisation initiale et donc à la comptabilisation d'actifs d'impôt différé et de passifs d'impôt différé d'une même valeur. Les modifications d'IAS 12 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'application anticipée est permise. La Société appliquera les modifications le 1^{er} décembre 2023.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société dispose d'un certain nombre de concepts variés, diversifiés quant à leurs types d'emplacements et quant à leur répartition géographique à travers le Canada et les États-Unis. Néanmoins, des changements touchant aux tendances démographiques, aux profils d'achalandage et aux taux d'occupation des centres commerciaux et tours de bureaux, de même que le type, le nombre et la localisation de restaurants concurrents peuvent affecter ses résultats. De plus, des facteurs comme l'innovation, l'augmentation du coût des aliments, de la main-d'œuvre et des avantages sociaux, les coûts d'occupation et la disponibilité de dirigeants expérimentés et de salariés horaires peuvent avoir des incidences préjudiciables sur la Société. Des préférences et des profils de dépenses discrétionnaires variables chez les consommateurs pourraient obliger la Société à modifier ou à discontinuer des concepts ou des menus et de là, entraîner une réduction de ses résultats et produits d'exploitation. Même si la Société arrivait à concurrencer avec succès d'autres sociétés de restauration offrant des concepts similaires, elle pourrait être forcée de modifier un ou plusieurs de ses concepts pour répondre à des changements en matière de goûts ou de profils de restauration chez les consommateurs. Si la Société modifie un concept, elle peut perdre des clients additionnels qui préféreraient l'ancien concept et son menu; elle peut aussi être incapable d'attirer un nouvel achalandage suffisant à générer le revenu nécessaire pour rendre ce concept rentable. De même, après avoir modifié son concept, la Société peut se retrouver avec des concurrents différents ou supplémentaires face à la clientèle visée et elle pourrait être incapable de les concurrencer avec succès. La réussite de la Société dépend aussi de nombreux facteurs ayant une incidence sur les dépenses discrétionnaires du consommateur, dont la conjoncture économique, le revenu disponible du consommateur et son niveau de confiance. Des changements préjudiciables touchant ces facteurs pourraient réduire l'achalandage ou imposer des limites pratiques sur les prix, l'un et l'autre étant susceptibles de réduire le chiffre d'affaires et les résultats d'exploitation.

La croissance de MTY est tributaire du maintien du réseau de franchises actuel, lequel est sensible à de nombreux facteurs, notamment au renouvellement des baux existants à des taux acceptables et à la capacité de MTY de poursuivre son expansion. Pour cela, la Société doit obtenir des emplacements et des conditions de location convenables pour ses établissements, recruter des franchisés qualifiés, augmenter le chiffre d'affaires d'établissements comparables et réaliser des acquisitions. Le temps, l'énergie et les ressources nécessaires à l'intégration des entreprises acquises au réseau et à la culture de MTY peuvent aussi avoir une incidence sur ses résultats.

La COVID-19 continue d'avoir des conséquences sur MTY. De telles épidémies ou pandémies, y compris de diverses souches virales, comme la grippe aviaire, la grippe porcine, la grippe A (H1N1) ou la COVID-19, pourraient continuer d'affecter MTY, particulièrement si leur foyer se situe dans des régions dont la Société tire une part importante de ses produits ou profits. L'éclosion de telles épidémies ou d'autres affections posant un risque de santé publique peut et pourrait continuer de perturber de façon importante l'entreprise et ses activités. De tels événements peuvent également avoir de lourdes répercussions sur le secteur et entraîner la fermeture temporaire des restaurants, ce qui entraverait sérieusement les activités de MTY ou de ses franchisés et aurait des retombées désastreuses sur son entreprise, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

En ce moment, la Société est incapable de prédire avec précision l'impact qu'aura une pandémie, dont celle de COVID-19, sur les résultats d'exploitation étant donné les incertitudes, y compris en ce qui concerne la gravité de la maladie, la durée de la pandémie et les autres mesures que pourraient prendre les autorités gouvernementales pour contenir le virus ou traiter ses effets. Cependant, bien qu'il soit prématuré de prédire exactement les retombées ultimes de ces développements, la Société s'attend à ce que les résultats de l'exercice financier 2022 continuent d'être sensiblement affectés et probablement, avec des effets défavorables s'étendant au-delà de cette période.

Par ailleurs, les activités peuvent et pourraient continuer d'être perturbées si des employés de MTY ou des employés de ses partenaires d'affaires sont présumés être porteurs de la COVID-19, de la grippe aviaire ou porcine ou d'autres maladies comme l'hépatite A ou une infection d'autres variants à norovirus ou à coronavirus. Une telle situation pourrait obliger la Société ou ses partenaires à mettre en quarantaine certains ou l'ensemble des employés visés ou à désinfecter les installations du restaurant. Des éclosions de grippe aviaire surviennent de temps à autre à travers le monde et il est arrivé que cette grippe se transmette aux humains. Les inquiétudes du public à l'égard de la grippe aviaire peuvent généralement mener à craindre de consommer du poulet, des œufs ou d'autres produits de volaille, ce qui entraînerait une baisse de la consommation de ces produits chez les clients. Parce que la volaille fait partie du menu de plusieurs des concepts de la Société, cette conjoncture se traduirait probablement par une baisse du chiffre d'affaires et des résultats, tant pour MTY que pour ses franchisés. Les épidémies de grippe aviaire peuvent également avoir une incidence sur le prix et la disponibilité de la volaille, ce qui aurait des répercussions défavorables sur les marges de profit et les revenus.

Enfin, d'autres virus peuvent être transmis à travers les contacts humains. Le risque de contracter un virus peut amener les employés ou les clients à éviter de se rassembler dans des lieux publics, ce qui aurait des retombées négatives sur l'achalandage des restaurants ou la capacité d'y affecter un personnel suffisant. MTY peut également être mise à mal si les gouvernements imposent des fermetures obligatoires, recommandent des fermetures volontaires, imposent des restrictions à l'exploitation des restaurants ou aux clients, en les obligeant à présenter un passeport vaccinal pour prendre un repas en salle à manger, restreignent l'import-export de produits, ou si les fournisseurs procèdent à un rappel massif de produits. Même si de telles mesures n'étaient pas mises en place et qu'aucun virus ou autre maladie ne se répand largement, la perception d'un risque d'infection ou d'un risque à la santé peut avoir un impact négatif sur les activités et les résultats d'exploitation.

La main-d'œuvre est un élément clé de la réussite de la Société. Si la Société est incapable d'attirer, de motiver et de fidéliser un nombre suffisant de personnes compétentes, cela pourrait perturber de façon importante les affaires et les activités de la Société et avoir une incidence défavorable sur ses résultats d'exploitation, par exemple, avoir pour effet de retarder l'ouverture prévue de restaurants en plus d'affecter la capacité de la Société à augmenter les ventes dans les restaurants existants et à poursuivre efficacement l'expansion de ses concepts. L'exercice 2021 a été marqué par une pénurie de travailleurs qualifiés et par une augmentation des coûts de la main-d'œuvre en raison de la concurrence et de la hausse des salaires. Ces pénuries de main-d'œuvre et augmentations salariales ont persisté en 2022. Beaucoup de personnes ont quitté le secteur de la restauration à cause d'exigences opérationnelles élevées liées à la pandémie et, dans certains cas, de la disponibilité de subventions gouvernementales, ce qui s'est traduit par un taux de roulement élevé. Ces conditions ont engendré une concurrence féroce en matière de talents, une hausse inflationniste des salaires ainsi que des pressions quant à l'amélioration des avantages sociaux et des conditions de travail dans le but de demeurer concurrentiel et d'attirer du personnel compétent qui ont eu des répercussions sur la Société et ses franchisés. Les restaurants du réseau de la Société pourraient manquer de personnel, la capacité à répondre à la demande des clients pourrait être limitée et l'efficacité des activités pourrait en souffrir.

Les résultats d'exploitation de la Société sont fortement tributaires de sa capacité à se faire livrer souvent des quantités suffisantes de bœuf et de poulet et d'autres produits utilisés dans les mets qu'elle sert et vend à sa clientèle. Des événements géopolitiques, comme des crises sanitaires ou des pandémies, dont celle de COVID-19, la guerre ou des hostilités dans les pays où se trouvent nos fournisseurs ou au sein desquels nous exerçons nos activités, des activités terroristes ou militaires ou des catastrophes naturelles, entre autres des ouragans, des tornades, des inondations, des séismes, pourraient entraîner des interruptions dans la chaîne d'approvisionnement. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement pourraient nuire à la livraison des produits alimentaires ou d'autres fournitures destinés aux restaurants de la Société. Des retards ou restrictions en matière d'expédition et de fabrication ou des facteurs touchant les fournisseurs ou les distributeurs, comme la fermeture de leurs installations, les difficultés financières qu'ils éprouvent ou leur insolvabilité pourraient perturber l'exploitation ou les activités d'un ou de plusieurs de nos fournisseurs ou l'un ou plusieurs de nos établissements ou centres de distribution situés dans la région touchée pourraient subir des dommages importants ou être détruits. Ces retards et interruptions pourraient nuire à la disponibilité de certains mets et articles d'emballage offerts dans les restaurants de la Société, notamment des produits de son menu de base, entre autres, le bœuf, le poulet et le porc, et obliger les restaurants de la Société à proposer un menu limité. La Société et ses franchisés pourraient voir leurs résultats d'exploitation souffrir si leurs principaux fournisseurs ou distributeurs sont incapables de s'acquitter de leurs responsabilités et que la Société n'est pas en mesure de trouver d'autres fournisseurs ou distributeurs en temps opportun ou d'assurer la transition efficace de l'entreprise touchée à de nouveaux fournisseurs ou distributeurs. Advenant la perturbation des services offerts par l'un de ses principaux fournisseurs ou distributeurs, la Société pourrait faire face à des hausses de coûts à court terme, pendant qu'elle revoit ses canaux d'approvisionnement et de distribution, et être incapable de trouver des fournisseurs ou distributeurs ou de négocier avec eux à des conditions commerciales raisonnables.

Des événements géopolitiques, comme une guerre ou des hostilités entre pays ou la menace d'activités terroristes, les mesures prises pour y remédier et les résultats de ces activités pourraient nuire aux activités de la Société ou à son réseau de franchisés. Ces événements pourraient entraîner des interruptions dans la chaîne d'approvisionnement, des fermetures de restaurants ou leur destruction, des hausses de l'inflation et des pénuries de main-d'œuvre.

La notice annuelle au 30 novembre 2021 présente des informations supplémentaires sur les risques et les incertitudes.

RISQUE LIÉ À L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

L'entreprise de la Société est tributaire des nombreux aspects d'un environnement économique général sain qui vont de dépenses de consommation soutenues, propres à promouvoir les ventes, jusqu'à l'accessibilité au crédit requis pour financer les franchisés et la Société. La rentabilité de la Société et le cours de ses actions peuvent souffrir de bouleversements de l'économie, du crédit et des marchés financiers. Les hypothèses de planification actuelles de la Société prévoient que le secteur de la restauration sera affecté par le climat d'incertitude économique qui traverse présentement certaines régions où elle exerce ses activités. L'exposition à des épidémies sanitaires ou à des pandémies, comme c'est le cas de la COVID-19 qui sévit actuellement ainsi qu'à d'autres événements géopolitiques tels que la guerre ou les hostilités entre pays constituent des risques pour la Société et ses franchisés. Cependant, la direction est d'avis qu'une situation économique se déroulant dans un cycle normal n'aura pas de conséquences majeures sur la Société pour les raisons suivantes : 1) la Société dispose de forts flux de trésorerie et d'une bonne santé financière; et 2) pendant une période de ralentissement économique, la Société dispose de nombreux concepts qui constituent une option abordable pour les consommateurs qui souhaitent prendre un repas à l'extérieur. La direction estime que pendant un bouleversement économique extrême, la Société a la capacité de surmonter les risques jusqu'à ce que l'économie se rétablisse.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, la Société a recours à divers instruments financiers qui comportent certains risques en raison de leur nature, notamment le risque de marché et le risque de crédit en cas de non-exécution de la part des contreparties. Ces instruments financiers sont soumis aux normes de crédit, aux contrôles financiers, aux procédés de gestion du risque et aux procédés de surveillance habituels.

La Société a déterminé que les justes valeurs de ses actifs financiers et passifs financiers échéant à court et à long termes se rapprochent de leur valeur comptable. Ces instruments financiers comprennent la trésorerie, les débiteurs, les créditeurs et charges à payer, les dépôts et les autres passifs. Le tableau ci-dessous montre la juste valeur et la valeur comptable d'autres instruments financiers au 31 août 2022 et au 30 novembre 2021. Étant donné que des estimations sont utilisées pour déterminer la juste valeur, ces données ne doivent pas être interprétées comme réalisables au moment du règlement des instruments.

Le classement, la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers sont les suivants :

<i>(En milliers \$)</i>	31 août 2022		30 novembre 2021	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Prêts à recevoir et autres créances	4 156	4 156	4 238	4 238
Créances liées à des contrats de location-financement	351 574	351 574	399 269	399 269
Passifs financiers				
Dette à long terme ¹⁾	301 192	301 192	357 171	357 189

¹⁾ À l'exclusion des contreparties éventuelles sur acquisition de Küto Comptoir à Tartares et 11554891 Canada inc., des swaps de devises et de taux d'intérêt, des frais de financement rattachés à la facilité de crédit et de l'obligation de rachat de la participation du partenaire dans 11554891 Canada inc.

La juste valeur d'un instrument financier est le prix qui serait reçu de la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre intervenants du marché à la date d'évaluation. Elle est établie en fonction de l'information disponible sur le marché à la date de l'état consolidé intermédiaire résumé de la situation financière. En l'absence d'un marché actif pouvant fournir de l'information sur l'instrument financier, la Société utilise les méthodes d'évaluation décrites ci-dessous pour établir la juste valeur de l'instrument. La Société s'appuie essentiellement sur des données d'entrée externes observables du marché pour formuler les hypothèses nécessaires à certains modèles d'évaluation. Des hypothèses ou données d'entrées qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables sont utilisées en l'absence de données externes. Ces hypothèses ou facteurs représentent la meilleure évaluation par la direction des hypothèses ou facteurs qui seraient utilisés par des intervenants de marché à l'égard de ces instruments. Le risque de crédit de la contrepartie ainsi que le risque de crédit de la Société même sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers de chaque catégorie :

Prêts à recevoir et autres créances et créances liées à des contrats de location-financement – La valeur comptable de ces instruments financiers se rapproche de la juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments ou de l'utilisation des taux d'intérêt du marché.

Dettes à long terme – Le calcul de la juste valeur de la dette à long terme est fondé sur la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs selon les ententes de financement en vigueur, en fonction du taux d'emprunt estimatif s'appliquant actuellement à des emprunts similaires de la Société.

Swaps de devises et de taux d'intérêt

Le 27 juillet 2022, la Société a conclu un swap de devises et de taux d'intérêt variable contre variable de trois (3) mois (30 novembre 2021 – néant). Le 30 août 2022, la Société a conclu un swap de devises et de taux d'intérêt variable contre variable d'un (1) mois (30 novembre 2021 – trois swaps). Une juste valeur nulle a été comptabilisée au 31 août 2022 (30 novembre 2021 – néant). La Société a classé ces instruments financiers comme donnée d'entrée de niveau 2 dans la hiérarchie des justes valeurs.

	31 août 2022		30 novembre 2021		
	3 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
Reçoit – Nominal	154,9 M\$ US	77,6 M\$ US	78,9 M\$ US	180,8 M\$ US	11,8 M\$ US
Reçoit – Taux	3,69 %	3,49 %	1,29 %	1,29 %	1,29 %
Paie – Nominal	200,0 M\$ CA	101,0 M\$ CA	100,0 M\$ CA	230,0 M\$ CA	15,0 M\$ CA
Paie – Taux	3,97 %	4,03 %	1,23 %	1,09 %	1,38 %

Hiérarchie des justes valeurs

	Niveau 3	
	31 août 2022	30 novembre 2021
(En milliers \$)	\$	\$
Contreparties éventuelles sur acquisition de Kūto Comptoir à Tartares et 11554891 Canada inc.	5 254	1 961
Options de rachat de participations ne donnant pas le contrôle	1 926	1 575
Obligation de rachat de la participation du partenaire dans 11554891 Canada inc.	7 867	1 416
Passifs financiers	15 047	4 952

EXPOSITION AU RISQUE FINANCIER

La Société est exposée à divers risques liés à ses actifs financiers et à ses passifs financiers. L'analyse qui suit présente une évaluation des risques au 31 août 2022.

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit principalement en raison de ses créances clients. Les soldes présentés à l'état consolidé intermédiaire résumé de la situation financière représentent l'exposition maximale au risque de crédit de chacun des actifs financiers aux dates visées. La Société estime que le risque de crédit lié à ses débiteurs est limité puisque, sauf en ce qui a trait aux montants à recevoir d'établissements établis à l'international, la Société s'appuie sur une vaste clientèle répartie surtout au Canada et aux États-Unis, ce qui limite la concentration de son risque de crédit.

Le risque de crédit lié aux prêts et autres débiteurs est semblable à celui lié aux débiteurs.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente l'exposition de la Société à des baisses ou à des hausses de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. La Société est exposée au risque de flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt applicables à ses obligations financières à taux variable.

De plus, lors du refinancement d'un emprunt, tout dépendant de la disponibilité des fonds sur le marché et de la perception qu'a le prêteur du risque présenté par la Société, la majoration qui s'applique aux taux de référence comme le London Inter-Bank Offered Rate ou les taux directeurs pourrait varier et de ce fait, avoir une incidence directe sur le taux d'intérêt payable par la Société.

La dette à long terme découle principalement des acquisitions d'actifs à long terme et des regroupements d'entreprises. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de sa facilité de crédit renouvelable, qui est utilisée pour financer les acquisitions de la Société. La facilité porte intérêt à un taux variable et, par conséquent, la charge d'intérêts pourrait devenir plus importante. Une somme de 301,0 millions de dollars était tirée sur la facilité de crédit au 31 août 2022 (30 novembre 2021 – 345,0 millions de dollars). Une augmentation de 100 points de base du taux préférentiel de la banque donnerait lieu à une augmentation de 3,0 millions de dollars par année (30 novembre 2021 – 3,5 millions de dollars) de la charge d'intérêts sur l'encours de la facilité de crédit.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société se trouve incapable de faire face à ses obligations financières à échéance. La Société a des obligations contractuelles et fiscales ainsi que des passifs financiers; elle est en conséquence exposée au risque de liquidité. Ce risque peut naître, par exemple, d'une désorganisation du marché ou d'un manque de liquidités. La Société maintient sa facilité de crédit afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour respecter ses obligations financières actuelles et futures à un coût raisonnable.

Au 31 août 2022, la Société disposait d'une facilité de crédit renouvelable autorisée limitée à 600,0 millions de dollars (30 novembre 2021 – 600,0 millions de dollars) pour s'assurer qu'elle disposera de fonds suffisants pour répondre à ses obligations financières.

En septembre 2022, la Société a tiré un montant supplémentaire de 276,9 millions de dollars (202,0 millions de dollars américains) sur sa facilité de crédit renouvelable existante (se reporter à la rubrique « Événements postérieurs »).

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 août 2022 :

<i>(En millions \$)</i>	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Entre 0 et 6 mois	Entre 6 et 12 mois	Entre 12 et 24 mois	Par la suite
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	127,6	127,6	127,6	—	—	—
Dette à long terme ¹⁾	315,3	316,2	11,2	—	305,0	—
Intérêts sur la dette à long terme ¹⁾	S.o.	20,6	6,2	6,2	8,2	—
Obligations locatives	424,8	463,5	54,2	54,3	92,6	262,4
Obligations contractuelles totales	867,7	927,9	199,2	60,5	405,8	262,4

¹⁾ Lorsque les flux de trésorerie liés aux variations futures des taux d'intérêt sont variables, ils sont calculés en utilisant les taux d'intérêt en vigueur à la clôture de la période.

APERÇU À COURT TERME

Les mesures prises par MTY pour renforcer la Société et son réseau durant la pandémie de COVID-19 font en sorte que MTY est bien placée pour s'attaquer aux défis auxquels fait face l'industrie. Même si les répercussions de la pandémie se sont en grande partie atténuées, le secteur de la restauration demeurera très concurrentiel dans l'avenir.

À la date du présent rapport, MTY et ses franchisés sont toujours confrontés à d'importants défis liés à la chaîne d'approvisionnement, en raison de l'inflation et des perturbations de l'offre et pénuries qui touchent certains produits. Ces difficultés s'ajoutent à la hausse des taux d'intérêt et à l'augmentation des coûts de construction. Bien que certains aspects de nos activités semblent à peu près normaux, des incertitudes continuent de planer quant à ce que sera la nouvelle base de référence lorsque la forte volatilité qui caractérise la période actuelle s'estompera.

Les franchisés et les fournisseurs de la Société sont également aux prises d'importantes pénuries de main-d'œuvre qui nuisent, dans certains cas, à leur capacité à exploiter leur entreprise de manière optimale. Ces pénuries de main-d'œuvre, combinées avec la hausse du salaire minimum dans un grand nombre des territoires où le réseau de la Société exerce des activités, devraient se traduire par une augmentation des coûts liés à la main-d'œuvre et aux heures supplémentaires et empêcher certains des établissements de générer la totalité de leur chiffre d'affaires potentiel.

Malgré les défis susmentionnés, les ventes sont dans l'ensemble revenues aux niveaux d'avant la pandémie ou les ont surpassés, tandis que les tendances sont encourageantes pour les établissements qui n'y sont pas encore parvenus à cause de leur situation géographique ou du type de restaurants qu'ils exploitent. Grâce à l'accent que les enseignes

mettent sur l'innovation, la qualité des produits, la constance et la conception de qualité supérieure de leurs établissements ainsi qu'aux ajustements effectués pendant la pandémie pour répondre aux nouvelles attentes de la clientèle, la direction estime que le réseau est bien positionné pour prospérer dans les mois à venir, même si une récession survenait.

À court terme, assurer la réussite des établissements existants restera la principale priorité de la direction. Plus précisément, les équipes aideront les franchisés à augmenter leur chiffre d'affaires, à ouvrir de nouveaux établissements pour les concepts existants et en définitive, à atteindre leurs objectifs de rentabilité. La direction s'appliquera également à intégrer des enseignes récemment acquises.

Enfin, la direction continuera de se concentrer sur l'optimisation de la valeur pour les actionnaires de la Société en ajoutant de nouveaux établissements à certains des concepts existants et elle demeure à la recherche d'acquisitions potentielles afin d'accroître la part de marché de la Société.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Contrôles et procédures de communication de l'information

La responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information incombe au chef de la direction et au chef de la direction financière. Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante se rapportant à la Société est portée à la connaissance de la direction à point nommé, de sorte que l'information qui doit être communiquée en vertu de la réglementation sur les valeurs mobilières soit saisie, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022, la Société n'a apporté aucun changement ni correctif significatifs à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'affecter de façon notable les contrôles internes. Le chef de la direction et le chef de la direction financière revoient régulièrement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société et ils les réévaluent chaque trimestre. À la clôture du troisième trimestre de l'exercice 2022, le chef de la direction et le chef de la direction financière se sont déclarés satisfaits de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société.

Contrôle interne exercé sur la présentation de l'information financière

La responsabilité d'exercer et de maintenir un contrôle interne sur la présentation de l'information financière incombe au chef de la direction et au chef de la direction financière. Le contrôle interne sur la présentation de l'information financière de la Société est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers qui seront publiés sont préparés conformément aux IFRS. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ainsi que la direction ont conclu, après avoir procédé à une évaluation et au mieux de leur connaissance, qu'il n'y a eu aucun changement au contrôle interne exercé par la Société sur la présentation de l'information financière au cours de la période allant du 1^{er} juin 2022 au 31 août 2022 qui ait affecté ou ait raisonnablement pu affecter de façon notable le contrôle interne exercé par la Société sur la présentation de l'information financière.

Limites des contrôles et procédures

Tout système de contrôle comporte des limites intrinsèques qui en affectent l'efficacité, notamment la possibilité d'une erreur humaine et la faculté de passer outre aux contrôles et procédures ou de les contourner. De plus, les jugements posés lors d'une prise de décision peuvent être faussés et un incident peut survenir d'une simple erreur ou par méprise. Un système de contrôle efficace ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue, que les objectifs de contrôle du système sont effectivement atteints. Par conséquent, la direction de la Société, dont son chef de la direction et le chef de la direction financière, ne s'attend pas à ce que le système de contrôle puisse prévenir ou détecter toutes les erreurs ou fraudes. Enfin, les projections tirées de l'évaluation ou de l'examen de l'efficacité d'un système de contrôle sont soumises au risque qu'au fil du temps, les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans l'environnement d'exploitation de l'entité ou en raison d'une détérioration du degré d'adhérence aux politiques ou procédures.

Limites de l'étendue de la conception

La direction de la Société, avec le concours de son chef de la direction et du chef de la direction financière, a circonscrit l'étendue de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne exercé sur la présentation de l'information financière de la Société pour en exclure les contrôles, politiques et procédures et le contrôle interne exercé sur la présentation de l'information financière relatifs aux activités d'une société acquise récemment, soit :

Pourcentage de Groupe d'Alimentation MTY inc.	Actifs de la Société	Actifs courants	Actifs non courants	Passifs courants	Passifs non courants	Produits	Résultat net
Küto Comptoir à Tartares	1 %	0 %	1 %	0 %	0 %	1 %	1 %

La direction de la Société, avec le concours de son chef de la direction et du chef de la direction financière, a circonscrit l'étendue de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne exercé sur la présentation de l'information financière de la Société pour en exclure les contrôles, politiques et procédures ainsi que le contrôle interne exercé sur la présentation de l'information financière relatifs à certaines entités ad hoc sur lesquelles la Société est habilitée à exercer un contrôle de fait et qui, par conséquent, ont été consolidées dans les états financiers consolidés de la Société. Pour les neuf mois clos le 31 août 2022, ces entités ad hoc représentent moins de 0,1 % des actifs courants de la Société, moins de 0,1 % de ses actifs non courants, moins de 0,1 % de ses passifs courants, moins de 0,1 % de ses passifs non courants, 0,3 % de ses produits et moins de 0,1 % de son résultat net.

« *Éric Lefebvre* »

Eric Lefebvre, CPA, MBA
Chef de la direction

« *Renée St-Onge* »

Renée St-Onge, CPA
Chef de la direction financière

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

Liste des acquisitions

D'autres enseignes se sont ajoutées par le biais d'acquisitions :

Enseigne	Année d'acquisition	Participation	Établissements franchisés	Établissements propriétaires
Fontaine Santé/Veggirama	1999	100 %	18	—
La Crémère	2001	100 %	71	3
Croissant Plus	2002	100 %	18	2
Cultures	2003	100 %	24	—
Thaï Express	Mai 2004	100 %	6	—
Mrs. Vanelli's	Juin 2004	100 %	103	—
TCBY – droits canadiens de franchise maîtresse	Septembre 2005	100 %	91	—
Sushi Shop	Septembre 2006	100 %	42	5
Koya Japan	Octobre 2006	100 %	24	—
Sushi Shop (établissements franchisés existants)	Septembre 2007	100 %	—	15
Tutti Frutti	Septembre 2008	100 %	29	—
TacoTime – droits canadiens de franchise maîtresse	Octobre 2008	100 %	117	—
Country Style Food Services Holdings Inc.	Mai 2009	100 %	475	5
Groupe Valentine inc.	Septembre 2010	100 %	86	9
Jugo Juice	Août 2011	100 %	134	2
Mr. Submarine	Novembre 2011	100 %	338	—
Koryo Korean BBQ	Novembre 2011	100 %	19	1
Mr. Souvlaki	Septembre 2012	100 %	14	—
SushiGo	Juin 2013	100 %	3	2
Extreme Pita, PurBlendz et Mucho Burrito (Extreme Brandz)	Septembre 2013	100 %	300, dont 34 aux États-Unis	5
ThaiZone	Septembre 2013 Mars 2015	80 % + 20 %	25 et 3 restaurants mobiles	—
Madisons	Juillet 2014 Septembre 2018	90 % + 10 %	14	—
Café Dépôt, Muffin Plus, Sushi-Man et Fabrika	Octobre 2014	100 %	88	13
Van Houtte Café Bistros – licence de franchise permanente	Novembre 2014	100 %	51	1
Manchu Wok, Wasabi Grill & Noodle et SenseAsian	Décembre 2014	100 %	115	17
Big Smoke Burger	Septembre 2015 Septembre 2016	60 % + 40 %	13	4
Kahala Brands ltée – Cold Stone Creamery, Blimpie, TacoTime, Surf City Squeeze, The Great Steak & Potato Company, NrGize Lifestyle Café, Samurai Sam's Teriyaki Grill, Frullati Café & Bakery, Rollerz, Johnnie's New York Pizzeria, Ranch One, America's Taco Shop, Cereality, Tasti D-Lite, Planet Smoothie, Maui Wowi et Pinkberry	Juillet 2016	100 %	2 839	40

Enseigne	Année d'acquisition	Participation	Établissements franchisés	Établissements propriétaires
BF Acquisition Holdings, LLC – Baja Fresh Mexican Grill et La Salsa Fresh Mexican Grill	Octobre 2016	100 %	167	16
La Diperie	Décembre 2016 Mars 2019	60 % + 5 %	5	—
Steak Frites St-Paul et Giorgio Ristorante	Mai 2017 Septembre 2018	83,25 % + 9,25 %	15	—
The Works Gourmet Burger Bistro	Juin 2017	100 %	23	4
Dagwoods Sandwiches et Salades	Septembre 2017	100 %	20	2
The Counter Custom Burgers	Décembre 2017	100 %	36	3
Built Custom Burgers	Décembre 2017	100 %	5	—
Groupe restaurants Imvescor – Bâton Rouge, Pizza Delight, Scores, Toujours Mikes et Ben & Florentine	Mars 2018	100 %	253	8
Grabbagreen	Mars 2018	100 %	26	1
Timothy's World Coffee et Mmmuffins – licence de franchise perpétuelle	Avril 2018	100 %	32	7
SweetFrog Premium Frozen Yogurt	Septembre 2018	100 %	331	—
Casa Grecque	Décembre 2018	100 %	31	—
South Street Burger	Mars 2019	100 %	24	13
Papa Murphy's	Mai 2019	100 %	1 301	103
Yuzu Sushi	Juillet 2019	100 %	129	—
Allô! Mon Coco	Juin 2019	100 %	40	—
Turtle Jack's Muskoka, COOP Wicked Chicken et Frat's Cucina	Décembre 2019	70 %	20	3
Küto Comptoir à Tartares	Décembre 2021	100 %	31	—

Définition d'indicateurs hors PCGR

Les indicateurs hors PCGR suivants peuvent figurer dans l'analyse présentée au présent rapport de gestion :

BAIIA ajusté	Il correspond à la différence entre les produits et les charges d'exploitation, à laquelle s'ajoute la quote-part du résultat net d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Se reporter au rapprochement du BAIIA ajusté et du résultat avant impôts aux pages 14 et 21.
BAIIA ajusté normalisé	Il correspond à la différence entre les produits et les charges d'exploitation (à l'exclusion des coûts de transactions rattachés aux acquisitions), à laquelle s'ajoute la quote-part du résultat net d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Se reporter au rapprochement du BAIIA ajusté normalisé et du résultat avant impôts aux pages 14 et 21.
Flux de trésorerie disponibles	Il s'agit de la somme : des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation; des flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles; et des flux de trésorerie provenant des produits de cessions d'immobilisations corporelles.

Définition de ratios hors PCGR

Les ratios hors PCGR suivants peuvent figurer dans l'analyse présentée au présent rapport de gestion :

BAIIA ajusté en % des produits	Il correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.
BAIIA ajusté normalisé en % des produits	Il correspond au BAIIA ajusté normalisé divisé par les produits.

Flux de trésorerie disponibles par action diluée	Ils correspondent aux flux de trésorerie disponibles divisés par le nombre d'actions sur une base diluée.
Ratio dette-BAIIA	Il se définit comme le total de la dette courante et à long terme divisé par le BAIIA tel que défini dans la convention de crédit.

Définition d'indicateurs financiers supplémentaires

La direction présente les indicateurs financiers supplémentaires suivants puisqu'ils ont été identifiés comme des indicateurs pertinents pour évaluer la performance de la Société.

Les indicateurs financiers supplémentaires suivants peuvent figurer dans l'analyse présentée au présent rapport de gestion :

Flux de rentrées récurrents	Ils comprennent les redevances et autres produits de franchisage qui sont gagnés sur une base régulière conformément aux contrats de franchise en place.
Charges incompressibles	Elles comprennent les subventions gouvernementales dont le contrôle direct échappe à la direction et les redevances versées à des tiers.
Charges compressibles	Elles comprennent les salaires, les frais de consultation et honoraires professionnels et les autres frais administratifs sur lesquels la direction exerce un contrôle direct.
Variation des produits et charges récurrents	Elle comprend les flux de rentrées récurrents, les charges compressibles, les redevances versées à des tiers, les loyers (abstraction faite de l'incidence d'IFRS 16), et les produits et charges des établissements propriétaires, de la transformation des aliments, distribution et vente au détail, et des fonds promotionnels.
Charges non récurrentes incompressibles	Elles comprennent les subventions gouvernementales dont le contrôle direct échappe à la direction.
Chiffre d'affaires d'établissements comparables	Il s'agit du chiffre d'affaires comparatif des établissements ouverts pendant au moins 13 mois ou qui ont été acquis il y a plus que 13 mois.
Chiffre d'affaires réseau	Il s'agit du chiffre d'affaires de tous les établissements existants, y compris ceux qui ont fermé ou ouvert durant la période, de même que du chiffre d'affaires de nouveaux concepts acquis à compter de la date de clôture de l'opération.
Ventes en ligne	Il s'agit des ventes faites à la clientèle à partir de plateformes de commande en ligne.

Flux de trésorerie disponibles¹⁾ par rapport aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

(En milliers \$)	Trimestres clos en							
	Novembre 2020	Février 2021	Mai 2021	Août 2021	Novembre 2021	Février 2022	Mai 2022	Août 2022
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	44 841	31 307	29 541	46 553	31 898	39 696	30 739	36 838
Acquisition d'immobilisations corporelles	(998)	(1 213)	(2 301)	(1 248)	(1 677)	(1 149)	(3 494)	(1 327)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(97)	(47)	(156)	(65)	(56)	(1 672)	(1 346)	(713)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	164	253	413	361	5 438	95	84	666
Flux de trésorerie disponibles¹⁾	43 910	30 300	27 497	45 601	35 603	36 970	25 983	35 464

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs hors PCGR » de la section Information complémentaire.

Chiffre d'affaires réseau¹⁾ en lien avec les redevances

<i>(En millions \$)</i>	Chiffre d'affaires des neuf mois clos le 31 août 2022						
	Canada			États-Unis/International			
	Établissements propriétaires	Franchises	Total	Établissements propriétaires	Franchises	Total	TOTAL
Chiffre d'affaires réseau ¹⁾	21,4	1 174,5	1 195,9	15,7	1 833,1	1 848,8	3 044,7
Produits de redevances en % des ventes des franchises	—	5,21%	—	—	5,17%	—	S.o.
Redevances déclarées	—	61,2	—	—	94,7	—	155,9

<i>(En millions \$)</i>	Chiffre d'affaires des neuf mois clos le 31 août 2021						
	Canada			États-Unis/International			
	Établissements propriétaires	Franchises	Total	Établissements propriétaires	Franchises	Total	TOTAL
Chiffre d'affaires réseau ¹⁾	13,5	868,1	881,6	30,8	1 756,4	1 787,2	2 668,8
Produits de redevances en % des ventes des franchises	—	4,95 %	—	—	5,11 %	—	S.o.
Redevances déclarées	—	43,0	—	—	89,7	—	132,7

<i>(En millions \$)</i>	Chiffre d'affaires du trimestre clos le 31 août 2022						
	Canada			États-Unis/International			
	Établissements propriétaires	Franchises	Total	Établissements propriétaires	Franchises	Total	TOTAL
Chiffre d'affaires réseau ¹⁾	7,9	446,9	454,8	6,0	643,9	649,9	1 104,7
Produits de redevances en % des ventes des franchises	—	5,26 %	—	—	5,28 %	—	S.o.
Redevances déclarées	—	23,5	—	—	34,0	—	57,5

<i>(En millions \$)</i>	Chiffre d'affaires du trimestre clos le 31 août 2021						
	Canada			États-Unis/International			
	Établissements propriétaires	Franchises	Total	Établissements propriétaires	Franchises	Total	TOTAL
Chiffre d'affaires réseau ¹⁾	5,8	385,5	391,3	10,1	614,8	624,9	1 016,2
Produits de redevances en % des ventes des franchises	—	5,06%	—	—	5,14%	—	S.o.
Redevances déclarées	—	19,5	—	—	31,6	—	51,1

¹⁾ Une définition figure à la rubrique « Définition d'indicateurs financiers supplémentaires » de la section Information complémentaire.